



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, MERCREDI, 21 JUIN 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, WEDNESDAY, JUNE 21, 1961

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 16

Loi pour remédier à la pollution des eaux

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en insérant après le chapitre 44, le suivant:

"CHAPITRE 44A

LOI INSTITUANT LA RÉGIE D'ÉPURATION DES EAUX

1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Loi de la Régie d'épuration des eaux".

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 16

An Act to remedy the pollution of water

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by inserting after chapter 44, the following:

"CHAPTER 44A

AN ACT TO ESTABLISH THE WATER PURIFICATION BOARD

1. This act may be cited as the "Water Purification Board Act".

2. Un organisme, ci-après désigné la "Régie", est institué sous le nom de "Régie d'épuration des eaux", en français, et de "Water Purification Board", en anglais.

3. La Régie est formée de trois à cinq régisseurs, dont un président et un vice-président.

Les régisseurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe le traitement de chacun.

4. Aucun régisseur ne doit avoir un intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de construction ou d'entretien d'égouts ou d'usines de traitement d'eaux usées, ni dans une entreprise de fabrication ou de vente de machineries, d'appareils ou de matériaux utilisés dans la construction ou l'entretien d'égouts ou de telles usines.

Si, lors de sa nomination, un régisseur possède un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement, par succession, donation ou autrement, il est tenu d'en disposer immédiatement.

5. La Régie est investie des pouvoirs généraux d'une corporation conciliables avec la présente loi, en outre des pouvoirs spéciaux que celle-ci lui confère.

Elle a son siège social à Montréal, mais elle peut tenir ses séances dans toute autre localité.

6. Le quorum de la Régie est de trois régisseurs.

7. Au cas d'incapacité d'agir du président ou d'un régisseur par suite d'absence ou de maladie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une autre personne pour le remplacer temporairement et fixer son traitement.

8. Le secrétaire et les autres fonctionnaires et employés requis pour la Régie sont nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à la Régie tout expert nécessaire et fixer sa rémunération.

9. La Régie est un agent de la couronne aux droits de la province.

10. Les régisseurs de même que les fonctionnaires et employés de la Régie ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

11. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ne peut être émis, ni aucune injonction accordée contre la Régie, ni contre les régisseurs agissant en leur qualité officielle.

2. A body, hereinafter called the "Board", is established under the name of "Water Purification Board" in English and "Régie d'épuration des eaux" in French.

3. The Board shall be composed of three to five controllers, including a chairman and a vice-chairman.

The controllers shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the salary of each.

4. No controller shall have any interest, direct or indirect, in any undertaking for the construction or maintenance of sewers or sewage treatment plants, or in any undertaking for the manufacture or sale of machinery, appliances or materials used in the construction or maintenance of sewers or of such plants.

If upon his appointment a controller has such an interest or if he acquires the same subsequently by succession, gift or otherwise, he must dispose thereof immediately.

5. The Board shall have the general powers of a corporation that are consistent with this act, besides the special powers assigned to it by this act.

It shall have its corporate seat at Montreal, but may hold its sittings in any other locality.

6. The quorum of the Board shall be three controllers.

7. In the case of the inability to act of the chairman or of a controller by reason of absence or sickness, the Lieutenant-Governor in Council may appoint another person to replace him temporarily and fix his salary.

8. The secretary and other functionaries and employees required for the Board shall be appointed in accordance with the provisions of the Civil Service Act.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to the Board any requisite expert and fix his remuneration.

9. The Board shall be an agent of the Crown in the right of the Province.

10. The controllers as well as the functionaries and employees of the Board cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

11. No writ of *quo warranto*, *mandamus*, *certiorari*, or prohibition shall be issued and no injunction shall be granted against the Board, or against the controllers acting in their official capacity.

12. La Régie peut, par tout fonctionnaire, employé ou expert autorisé par elle, examiner les eaux dans la province en vue de vérifier leur degré de pollution et de déterminer les causes de celle-ci.

A ces fins, toute personne autorisée par elle peut pénétrer dans toute usine ou autre établissement, prélever des échantillons d'eaux usées et en faire l'analyse.

13. La Régie peut établir des règlements relatifs à toutes opérations donnant naissance à la pollution des eaux.

Toute réglementation projetée doit être mise à la disposition du public, au siège social de la Régie et avis de ce fait doit être publié dans au moins un journal quotidien en langue française et un journal quotidien en langue anglaise et dans la *Gazette officielle de Québec*.

Avant de soumettre ces règlements au lieutenant-gouverneur en conseil, la Régie doit ensuite entendre toutes objections formulées par écrit, dans les trente jours suivant la publication de l'avis.

Ces règlements entrent en vigueur après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

14. La Régie exerce, relativement aux égouts et aux installations pour le traitement des eaux d'égouts, les pouvoirs conférés au ministre de la santé et à la Régie des services publics par les articles 57 à 70 de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183).

Les décisions de la Régie ne sont pas susceptibles d'appel suivant l'article 68 de ladite loi, mais elles n'entrent en vigueur qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*, investir la Régie du droit d'exercer tout pouvoir relatif à la pollution des eaux qui est attribué par la loi à un ministre ou fonctionnaire du gouvernement.

16. Toute corporation municipale peut par règlement conclure avec une ou plusieurs autres telles corporations, une entente pour l'exécution de travaux de construction d'égouts ou d'usines d'épuration.

Telle entente peut prévoir la constitution d'un comité inter-municipal, lequel peut être chargé d'exécuter des travaux.

Le règlement visé au présent article est soumis à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Régie.

Toute corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, peut, pour l'exécution de travaux destinés à remédier à la pollution des eaux, approuvés ou ordon-

12. The Board, through any functionary, employee or expert authorized by it, may examine the waters in the Province to ascertain their degree of pollution and determine the causes thereof.

For such purposes, any person authorized by the Board may enter any plant or other establishment, take samples of sewage and have them analysed.

13. The Board may make regulations pertaining to all operations entailing the pollution of water.

Any proposed regulation shall be made available to the public, at the corporate seat of the Board, and notice thereof shall be published in at least one daily newspaper in the French language and one daily newspaper in the English language and in the *Quebec Official Gazette*.

Before submitting such regulations to the Lieutenant-Governor in Council, the Board shall then hear all objections made in writing, within thirty days after the publication of the notice.

Such regulations shall come into force after approval by the Lieutenant-Governor in Council and publication in the *Quebec Official Gazette*.

14. The Board shall exercise, with respect to sewers and installations for the treatment of sewage, the powers conferred upon the Minister of Health and the Public Service Board by sections 57 to 70 of the Quebec Public Health Act (chap. 183).

The decisions of the Board shall not be subject to appeal under section 68 of the said act, but shall come into force only with the approval by the Lieutenant-Governor in Council.

15. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation published in the *Quebec Official Gazette*, may grant the Board the right to exercise any power pertaining to pollution of water which is conferred by law on a minister or functionary of the government.

16. Any municipal corporation may make by by-law with one or more other such corporations, an agreement for the carrying out of works of construction of sewers or purification plants.

Such agreement may provide for the establishment of an intermunicipal committee which may be charged with the carrying out of the works.

The by-law referred to in this section shall be subject to approval by the Minister of Municipal Affairs and the Board.

Any municipal corporation, by whatever law governed, may, for the carrying out of works designed to remedy the pollution of water, approved or ordered by the Board,

nés par la Régie, contracter un emprunt par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.

17. La Régie peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, défrayer une partie du coût de la préparation de plans d'une usine d'épuration desservant le territoire d'au moins deux municipalités.

18. Si après étude, la Régie en vient à la conclusion que des travaux doivent être entrepris par une ou plusieurs municipalités pour remédier à la pollution des eaux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur sa recommandation, accorder la subvention prévue à l'article suivant.

19. Une subvention peut être accordée à toute corporation municipale qui, avant le 31 mars 1963, exécute soit elle-même, soit en collaboration avec d'autres corporations municipales, des travaux de construction d'usine d'épuration.

Cette subvention est égale à un sixième du coût des travaux; mais dans aucun cas, elle ne doit dépasser la remise faite en vertu des dispositions de la partie VIB de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

20. Toute corporation municipale qui désire se prévaloir des dispositions de la partie VIB de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation doit, au préalable, faire approuver les plans de ses travaux par la Régie.

21. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi sont payées sur les deniers votés à cette fin par la Législature.

22. Il est interdit d'entraver un fonctionnaire, employé ou expert de la Régie, dans l'exercice de ses fonctions, de quelque façon que ce soit, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations, de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi ou des règlements.

Telle personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat de la Régie attestant sa qualité.

23. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, pour une première infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au plus un mois et, pour chaque récidive dans les douze mois, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des

contract a loan by by-law requiring no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

17. The Board, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may pay a portion of the cost of preparing plans for a purification plant to serve the territory of two or more municipalities.

18. If after study, the Board is of opinion that works should be undertaken by one or more municipalities to remedy the pollution of water, the Lieutenant-Governor in Council, upon its recommendation, may grant the subsidy provided for in the following section.

19. A subsidy may be granted to any municipal corporation which, before the 31st of March 1963, carries out either alone or in collaboration with other municipal corporations, works of construction of a purification plant.

Such subsidy shall be equal to one-sixth of the cost of the works; but in no case shall it exceed the payment made under the provisions of Part VIB of the National Housing Act, 1954.

20. Every municipal corporation wishing to avail itself of the provisions of Part VIB of the National Housing Act, 1954 must previously have the plans of its works approved by the Board.

21. The expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the moneys voted for such purpose by the Legislature.

22. It is forbidden to hinder a functionary, employee or expert of the Board in any way in the performance of his duties, to mislead him by concealment or by misrepresentation, to neglect to obey any order he may give under the law or the regulations.

Such person, if so required, shall produce a certificate of the Board, attesting his authority.

23. Whosoever infringes any provision of this act or of the regulations shall be liable, on summary proceeding, in addition to the costs, for a first offence, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than one hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than one month and, for every subsequent offence within twelve months, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars and, in

frais, d'un emprisonnement d'au plus six mois.

24. La Régie doit, chaque année, faire au lieutenant-gouverneur en conseil rapport des biens en sa possession, de ses opérations, de ses revenus et de ses dépenses pour la période terminée le 31 décembre précédent et ce rapport doit être déposé à l'Assemblée législative dans les quinze jours suivants, si elle est alors en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante."

2. Les lois 4-5 Elizabeth II, chapitre 11, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 65, sont abrogées.

3. La présente loi entre en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than six months.

24. The Board shall make a report each year to the Lieutenant-Governor in Council of the property in its possession, its operations, its revenues and its expenses for the period ended on the preceding 31st of December and such report shall be laid before the Legislative Assembly within the ensuing fifteen days, if the Legislature is then in session, otherwise within the first fifteen days of the following session."

2. The acts 4-5 Elizabeth II, chapter 11, and 5-6 Elizabeth II, chapter 65, are repealed.

3. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 19

Loi modifiant la Loi des vues animées

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi des vues animées (Statuts refondus, 1941, chapitre 55), est modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

"Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas:

a) aux représentations cinématographiques données gratuitement dans une institution d'enseignement, à ses élèves, à leurs parents et à son personnel seulement;

b) aux représentations cinématographiques spéciales pour enfants données avant six heures du soir, gratuitement ou sans bénéfice pécuniaire, dans une salle paroissiale ou autre salle semblable approuvée à cette fin par le Bureau de censure du cinéma, pourvu qu'on y montre uniquement des films spécialement autorisés par le Bureau pour de telles représentations;

c) aux représentations cinématographiques spéciales pour enfants âgés d'au moins dix ans, données avant six heures du soir dans une salle de cinéma approuvée à cette fin par le Bureau de censure du cinéma, pourvu qu'on y montre uniquement des films spécialement autorisés par le Bureau pour de telles représentations, en se conformant aux conditions

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 19

An Act to amend the Moving Pictures Act

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Moving Pictures Act (Revised Statutes, 1941, chapter 55) is amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs:

"The provisions of the preceding paragraph shall not apply:

a. to cinematographic shows given gratuitously in an educational institution to its personnel, its students and their parents only;

b. to special cinematographic shows for children given before six o'clock in the evening, gratuitously or without pecuniary gain, in a parish hall or other similar hall approved for such purpose by the Board of Cinema Censors, provided that only films specially authorized by the Board for such shows are shown there;

c. to special cinematographic shows for children at least ten years of age, given before six o'clock in the evening in a cinema hall approved for such purpose by the Board of Cinema Censors, provided that only films specially authorized by the Board for such shows are shown there, in conformity with the conditions fixed by regulation of the Lieutenant-

fixées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Toute salle mentionnée aux paragraphes *b* et *c* qui ne répond pas aux exigences de la loi et des règlements concernant la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 170 et amendements), ne peut obtenir l'autorisation de présenter des séances cinématographiques pour les enfants.

Dans le présent article, "bénéfice pécuniaire" signifie toute recette excédant la dépense encourue pour location de films, entretien des appareils servant à leur projection et amortissement du prix d'achat de ces appareils."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour qui sera fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Governor in Council published in the *Quebec Official Gazette*.

Any hall mentioned in paragraphs *b* and *c* that does not meet the requirements of the law and regulation respecting safety in public buildings (Revised Statutes, 1941, chapter 170 and amendments) cannot obtain authorization to give cinematographic shows for children.

In this section, "pecuniary gain" means anything received in excess of the expense incurred for the rental of films, maintenance of the apparatus used to project them, and amortization of the purchase price of such apparatus."

2. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 37

Loi instituant les allocations scolaires

[Sanctionnée le 25 mai 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les Statuts refondus 1941 sont modifiés en insérant après le chapitre 70C, édicté par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 22, remplacé par l'article 1 de la loi 7-8-Elizabeth II, chapitre 27, le suivant:

"CHAPITRE 70D

"LOI CONCERNANT LES ALLOCATIONS SCOLAIRES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des allocations scolaires*.

2. Dans la présente loi, l'expression

a) "allocation" signifie l'allocation mensuelle versée en vertu des dispositions de la présente loi;

b) "écolier" signifie quiconque étant domicilié dans la province fréquente assidûment une école; cependant, cette expression ne comprend pas ceux à l'entretien desquels il est pourvu en vertu de la Loi de l'assistance publique de Québec (chap. 187) ou de la Loi de la protection de la jeunesse (chap. 38);

c) "mère" comprend une belle-mère ou une mère adoptive et si elle prend soin d'un écolier, une grand-mère, une tante ou une sœur majeure;

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 37

An Act to institute schooling allowances

[Assented to, the 25th of May, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes 1941 are amended by inserting after chapter 70 C, enacted by section 1 of the act 10 George VI, chapter 22, and replaced by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 27, the following:

"CHAPTER 70D

"AN ACT RESPECTING SCHOOLING ALLOWANCES

1. This act may be cited as the *Schooling Allowances Act*.

2. In this act, the expression

a. "allowance" means the monthly allowance paid under the provisions of this act;

b. "scholar" means any person domiciled in the province who is attending school regularly; but such expression does not include those whose maintenance is provided for under the Quebec Public Charities Act (chap. 187) or the Youth Protection Act (chap. 38);

c. "mother" includes a stepmother or adoptive mother and, if she takes care of a scholar, a grandmother, aunt or sister of full age;

d) "père" comprend un beau-père, un père adoptif, un tuteur ou toute autre personne qui entretient un écolier ou en a la garde;

e) "ministre" désigne le ministre de la famille et du bien-être social;

f) "règlements" signifie les règlements adoptés en vertu de la présente loi.

"3. Sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements, une allocation mensuelle de dix dollars est versée à la mère de tout écolier de seize à dix-huit ans.

A défaut de mère, cette allocation est versée au père de l'écolier.

"4. L'allocation est payable à compter du premier du mois suivant la date à laquelle l'écolier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois où il atteint cet âge sinon l'allocation n'est payable qu'à compter du premier du mois pendant lequel la demande est reçue.

L'allocation n'est pas versée pour les mois de juillet et août.

"5. L'allocation cesse d'être payable avec le versement pour le mois durant lequel le bénéficiaire

- a) atteint l'âge de dix-huit ans;
- b) cesse d'avoir son domicile dans la province;
- c) décède;
- d) cesse de fréquenter assidûment l'école.

"6. L'allocation est versée à un administrateur dans les cas déterminés par règlement.

"7. L'allocation n'entre pas dans le patrimoine de la mère, du père ou de l'administrateur; elle est toujours incessible et insaisissable.

"8. Les dépenses occasionnées à la province par l'application de la présente loi, y compris le versement des allocations, sont payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la législature.

"9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec toutes corporations municipales ou scolaires ou autres organismes, des ententes en vue de faciliter l'exécution de la présente loi.

"10. Pour assurer le bon fonctionnement de la présente loi et en déterminer les modalités d'application, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à adopter des règlements conciliables avec ses dispositions et visant

d. "father" includes a stepfather, adoptive father, tutor or other person who supports or has custody of a scholar;

e. "Minister" means the Minister of Family and Social Welfare;

f. "regulations" means the regulations made under this act.

"3. Subject to the provisions of this act and the regulations, a monthly allowance of ten dollars shall be paid to the mother of every scholar who is sixteen to eighteen years of age.

If there is no mother, such allowance shall be paid to the scholar's father.

"4. The allowance shall be payable from the first of the month following the date when the scholar attains the age of sixteen years, provided that application for an allowance has been made before the end of the month when he attains this age otherwise the allowance shall be payable only from the first of the month in which the application is received.

No allowance shall be paid for the months of July and August.

"5. The allowance shall cease to be payable with the payment for the month in which the beneficiary

- a. attains the age of eighteen years;
- b. ceases to be domiciled in the province;
- c. dies;
- d. ceases to attend school regularly.

"6. The allowance shall be paid to an administrator in the cases determined by regulation.

"7. The allowance shall not become the property of the mother, father or administrator; it shall always be inalienable and unseizable.

"8. The expenses incurred by the Province for the carrying out of this act, including the payment of allowances, shall be paid out of the moneys voted annually for that purpose by the Legislature.

"9. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make, on behalf of the Government of the Province, with any municipal or school corporations or other bodies, agreements to facilitate the carrying out of this act.

"10. To ensure the proper functioning of this act and determine the manner of its application, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to make regulations, consistent with its provisions, respecting

a) la définition du mot "école" et de l'expression "fréquenter assidûment l'école";

b) la définition du mot "domicile";

c) l'époque de la présentation d'une demande, la manière de la présenter et la forme qu'elle doit revêtir; les renseignements et la preuve à soumettre en l'espèce; la procédure que l'autorité compétente doit suivre dans l'étude des demandes;

d) l'enquête sur les demandes et sur l'admissibilité aux allocations ainsi que les renseignements qui doivent être fournis;

e) la façon dont peuvent être payées les allocations;

f) la nomination d'administrateurs et la détermination de leurs devoirs et obligations;

g) les circonstances justifiant ou exigeant la suspension des allocations et la reprise du paiement.

Ces règlements doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

"11. Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus deux cents dollars ou d'un emprisonnement d'au plus trente jours ou des deux peines à la fois, quiconque sciemment

a) fait une déclaration fautive dans l'intention d'influencer une décision relative au paiement d'une allocation;

b) fait une déclaration fautive ou présente un document inexact à un inspecteur ou autre fonctionnaire préposé à une enquête relative à l'application de la présente loi;

c) encaisse un chèque pour une allocation à laquelle il n'a pas droit; ou

d) omet de signaler qu'une allocation qui lui est versée a cessé d'être payable.

Aucune poursuite ne peut être intentée en vertu du présent article sans l'autorisation écrite du ministre.

"12. La Commission des allocations sociales du Québec est chargée de l'administration de la présente loi.

"13. Le ministre de la famille et du bien-être social est chargé de la mise à exécution de la présente loi.

"14. La présente loi entre en vigueur le premier septembre 1961, sauf l'article 10 qui entrera en vigueur le jour de sa sanction."

a. the definition of the word "school" and the expression "attend school regularly";

b. the definition of the word "domicile";

c. the time and manner of filing an application and the form thereof; the information and proof to be submitted in such case; the procedure to be followed by the competent authority in considering applications;

d. the inquiry on applications and as to eligibility for allowances and the information to be supplied;

e. the manner in which allowances may be paid;

f. the appointment of administrators and the fixing of their duties and obligations;

g. the circumstances warranting or requiring suspension of allowances and the resumption of payment.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

"11. Any person shall be guilty of an offence and liable, on summary conviction, to a fine of not more than two hundred dollars or to imprisonment for not more than thirty days or to both penalties at the same time, who knowingly

a. makes a false declaration with intent to influence a decision respecting the payment of an allowance;

b. makes a false declaration or presents any inaccurate document to an inspector or other functionary charged with an inquiry relating to the carrying out of this act;

c. cashes a cheque for an allowance to which he is not entitled; or

d. fails to declare that an allowance paid to him has ceased to be payable.

No proceeding shall be brought under this section without the written authorization of the Minister.

"12. The Quebec Social Allowances Commission shall have charge of the administration of this act.

"13. The Minister of Family and Social Welfare shall have charge of the carrying out of this act.

"14. This act shall come into force on the first of September 1961, except section 10 which shall come into force on the day of its sanction."

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 41

Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu

[Sanctionnée le 22 décembre 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (2-3 Elizabeth II, chapitre 17) modifié par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 20, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le sous-paragraph 3° du paragraphe 1 par le suivant:

"3° "année d'imposition" désigne l'année civile, cependant, lorsqu'il s'agit d'une entreprise, d'une fiducie, d'une succession ou d'une corporation personnelle, "année d'imposition" désigne son exercice financier se terminant au cours de l'année civile;"

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraph 29° du paragraphe 1, le numéro "12°" par le numéro "13°".

2. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

3. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la sixième ligne du paragraphe a, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

4. L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe b, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

5. L'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1°, le mot "trois" par le mot "deux";

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 2°, les mots "cinq cents".

6. L'article 32 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe a, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe a, le mot "trois" par le mot "deux";

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 41

An Act to amend the Provincial Income Tax Act

[Assented to, the 22nd of December, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Provincial Income Tax Act (2-3 Elizabeth II, chapter 17), amended by section 1 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 20, is again amended

a. by replacing paragraph 3 of subsection 1 by the following:

"3. "taxation year" means the calendar year, but in the case of a business, trust, estate or personal corporation, "taxation year" means its fiscal period ending during the calendar year;"

b. by replacing, in the third line of paragraph 29 of subsection 1, the number "12" by the number "13".

2. Section 12 of the said act is amended by replacing, in the fourth line, the word and figure "January, 1954" by the word and figure "December 1960".

3. Section 13 of the said act is amended by replacing in the sixth line of paragraph a, the word and figure "January, 1954" by the word and figure "December 1960".

4. Section 15 of the said act is amended by replacing, in the third line of paragraph b, the word and figure "January, 1954" by the word and figure "December 1960".

5. Section 31 of the said act, amended by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 25, is again amended

a. by replacing in the first line of paragraph 1, the word "three" by the word "two";

b. by striking out, in the first line of paragraph 2, the words "five hundred".

6. Section 32 of the said act is amended

a. by replacing, in the third and fourth lines of paragraph a, the words "five hundred" by the words "two hundred and fifty";

b. by replacing, in the fourth line of paragraph a, the word "three" by the word "two";

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *b*, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante".

7. L'article 37 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *a*, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960";

b) en retranchant, dans les sixième et septième lignes dudit paragraphe *a*, les mots "sauf les déductions concernant les pertes commerciales";

c) en remplaçant le paragraphe *b*, par le suivant:

"b) celles qui sont permises par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil."

8. L'article 41 de la dite loi est modifié en remplaçant les paragraphes *a* à *p* inclusivement par les paragraphes suivants:

"a) 2.5 pour cent du montant imposable s'il n'exède pas \$1,000;

b) \$25 plus 2.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$1,000 si celui-ci est supérieur à \$1,000 mais n'exède pas \$2,000;

c) \$53 plus 3.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'exède pas \$4,000;

d) \$117 plus 3.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$4,000 si celui-ci est supérieur à \$4,000 mais n'exède pas \$6,000;

e) \$189 plus 4.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$6,000 si celui-ci est supérieur à \$6,000 mais n'exède pas \$8,000;

f) \$275 plus 5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$8,000 si celui-ci est supérieur à \$8,000 mais n'exède pas \$10,000;

g) \$375 plus 5.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$10,000 si celui-ci est supérieur à \$10,000 mais n'exède pas \$12,000;

h) \$491 plus 6.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$12,000 si celui-ci est supérieur à \$12,000 mais n'exède pas \$15,000;

i) \$689 plus 7.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$15,000 si celui-ci est supérieur à \$15,000 mais n'exède pas \$25,000;

j) \$1,439 plus 8.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$25,000 si celui-ci est supérieur à \$25,000 mais n'exède pas \$40,000;

k) \$2,684 plus 9.1 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$40,000 si celui-ci est supérieur à \$40,000 mais n'exède pas \$60,000;

l) \$4,504 plus 9.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000 mais n'exède pas \$90,000;

c. by replacing, in the second line of paragraph *b*, the words "five hundred" by the words "two hundred and fifty".

7. Section 37 of the said act is amended

a. by replacing, in the first and second lines of paragraph *a*, the word and figure "January 1954" by the word and figure "December 1960";

b. by striking out, in the sixth and seventh lines of the said paragraph *a*, the words "except deductions in respect of business losses";

c. by replacing paragraph *b* by the following:

"b. those allowed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council."

8. Section 41 of the said act is amended by replacing paragraphs *a* to *p* inclusive by the following paragraphs:

"a. 2.5 per cent of the amount taxable if it does not exceed \$1,000;

b. \$25 plus 2.8 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$1,000 if such amount exceeds \$1,000 but does not exceed \$2,000;

c. \$53 plus 3.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$2,000 if such amount exceeds \$2,000 but does not exceed \$4,000;

d. \$117 plus 3.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$4,000 if such amount exceeds \$4,000 but does not exceed \$6,000;

e. \$189 plus 4.3 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$6,000 if such amount exceeds \$6,000 but does not exceed \$8,000;

f. \$275 plus 5 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$8,000 if such amount exceeds \$8,000 but does not exceed \$10,000;

g. \$375 plus 5.8 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$10,000 if such amount exceeds \$10,000 but does not exceed \$12,000;

h. \$491 plus 6.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$12,000 if such amount exceeds \$12,000 but does not exceed \$15,000;

i. \$689 plus 7.5 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$15,000 if such amount exceeds \$15,000 but does not exceed \$25,000;

j. \$1,439 plus 8.3 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$25,000 if such amount exceeds \$25,000 but does not exceed \$40,000;

k. \$2,684 plus 9.1 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$40,000 if such amount exceeds \$40,000 but does not exceed \$60,000;

l. \$4,504 plus 9.9 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$60,000 if such amount exceeds \$60,000 but does not exceed \$90,000;

m) \$7,474 plus 10.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$90,000 si celui-ci est supérieur à \$90,000 mais n'exède pas \$125,000;

n) \$11,254 plus 11.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$125,000 si celui-ci est supérieur à \$125,000 mais n'exède pas \$225,000;

o) \$22,854 plus 12.4 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$225,000 si celui-ci est supérieur à \$225,000 mais n'exède pas \$400,000;

p) \$44,554 plus 13.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$400,000 si celui-ci est supérieur à \$400,000."

9. L'article 41a de la dite loi, édicté par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25 et modifié par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 31 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 89, est remplacé par le suivant:

"41a. Il doit être ajouté à l'impôt payable par un contribuable, calculé suivant l'article 41, pour chaque année d'imposition, une somme égale à un demi pour cent du montant par lequel le revenu de placement du contribuable pour l'année excède le plus élevé des deux montants suivants:

a) deux mille quatre cents dollars, ou

b) le total des déductions sur le revenu pour l'année auxquelles il a droit sous les articles 31 à 36 inclusivement.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu de placement" signifie le revenu de l'année d'imposition moins le total du revenu gagné pour l'année et des montants qui peuvent être déduits du revenu en vertu de l'article 37.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu gagné" signifie l'ensemble

a) du traitement ou salaire, des prestations de pension de retraite ou de pension, des allocations de retraite, des prestations consécutives au décès, des redevances à l'égard d'un ouvrage ou d'une invention dont le contribuable est l'auteur ou l'inventeur, des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu du paragraphe d de l'article 7, des montants assignés au contribuable par un fiduciaire selon un plan de participation des employés aux bénéficiaires, des montants qu'a reçus le contribuable d'un fiduciaire sous le régime d'un plan de prestation de chômage supplémentaire et des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des dispositions concernant les plans enregistrés d'épargne-retraite,

b) du revenu provenant de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

c) du revenu de loyers provenant de biens immobiliers,

m. \$7,474 plus 10.8 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$90,000 if such amount exceeds \$90,000 but does not exceed \$125,000;

n. \$11,254 plus 11.6 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$125,000 if such amount exceeds \$125,000 but does not exceed \$225,000;

o. \$22,854 plus 12.4 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$225,000 if such amount exceeds \$225,000 but does not exceed \$400,000;

p. \$44,554 plus 13.2 per cent of that part of the amount taxable exceeding \$400,000 if such amount exceeds \$400,000."

9. Section 41a of the said act, enacted by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 25, and amended by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 31 and by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 89, is replaced by the following:

"41a. There shall be added to the tax payable by a taxpayer under section 41, for each taxation year, an amount equal to one-half of one per cent of the amount by which the taxpayer's investment income for the year exceeds the greater of:

a. two thousand four hundred dollars, or

b. the aggregate of the deductions from income for the year to which he is entitled under sections 31 to 36 inclusive.

For the purpose of this section, "investment income" means the income for the taxation year minus the aggregate of the earned income for the year and the amounts deductible from income under section 37.

For the purpose of this section, "earned income" means the aggregate of

a. salary or wages, superannuation or pension benefits, retiring allowances, death benefits, royalties in respect of a work or invention of which the taxpayer is the author or inventor, amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of paragraph d of section 7, amounts allocated to the taxpayer by a trustee under an employees profit sharing plan, amounts received by the taxpayer from a trustee under a supplementary unemployment benefit plan and amounts included in computing the income of the taxpayer by virtue of the provisions respecting registered retirement savings plans,

b. income from the carrying on of a business, either alone or as a partner actively engaged in the business,

c. rental income from immovable property,

d) de la partie du revenu d'un bénéficiaire d'une succession ou d'une fiducie qui lui a été attribuée et qui provient de la location de bien immobiliers, et

e) de tout revenu défini par règlement comme de source canadienne, moins

(i) les pertes commerciales subies dans l'année d'imposition au cours de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

(ii) les pertes subies au cours de l'année d'imposition dans la location de biens immobiliers, et

(iii) les montants admis en déduction du revenu en raison d'un plan enregistré d'épargne-retraite.

Lorsque des dépenses ont été faites aux fins de réaliser un revenu gagné et un revenu de placement, elles doivent, pour l'application du présent article, être réparties en portions raisonnables entre le revenu gagné et le revenu de placement."

10. L'article 42 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa le mot "trois" par le mot "huit".

11. L'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, est modifié en remplaçant dans la huitième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

12. L'article 112 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

13. La présente loi s'applique à l'année d'imposition 1961 et aux années d'imposition subséquentes.

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

d. the portion of the income of a beneficiary of an estate or trust allocated to him and derived from the leasing of immoveable property, and

e. all income defined by regulation as of Canadian origin, minus

i. business losses sustained in the taxation year in the course of the carrying on of a business, either alone or as a partner actively engaged in the business,

ii. losses sustained in the taxation year from the rental of immoveable property, and

iii. amounts deductible from income by reason of a registered retirement savings plan.

Where expenses were incurred for the purpose of earning both earned income and investment income, they shall, for the purpose of this section, be allocated in reasonable proportions to earned income and investment income."

10. Section 42 of the said act is amended by replacing, in the fifth line of the first paragraph, the word "three" by the word "eight".

11. Section 47a of the said act, enacted by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 17, is amended by replacing, in the seventh line, the word and figure "January, 1954" by the word and figure "December 1960".

12. Section 112 of the said act, replaced by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 17, is amended by replacing, in the fourth and fifth lines, the word and figure "January, 1954" by the word and figure "December 1960".

13. This act shall apply to the taxation year 1961 and to subsequent taxation years.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 42

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les corporations

[Sanctionnée le 22 décembre 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33) est modifié:

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 42

An Act to amend the Corporation Tax Act

[Assented to, the 22nd of December, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Corporation Tax Act (11 George VI, chapter 33) is amended:

a) en retranchant le paragraphe 7°;
 b) en ajoutant après le sous-paragraphe c du paragraphe 12°, le sous-paragraphe suivant:

"d) tout montant résultant de l'application de l'article 6e".

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en retranchant le paragraphe 12°.

3. L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 11, est de nouveau remplacé par le suivant:

"6. En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visée par l'article 3 doit payer annuellement une taxe équivalant à douze pour cent du revenu net de son année financière en cours le premier janvier 1961 et de chacune de ses années financières subséquentes.

Si l'année financière en cours le premier janvier 1961 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de dix pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1960 et au taux de douze pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1961. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1960 et 1961 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulés dans chacune de ces deux années civiles.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commence à faire des affaires dans la province."

4. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 6d le suivant:

"6e. Lorsqu'à l'égard d'un bien déprécié pour les fins de l'impôt établi par la présente loi, un prix, une valeur, ou une considération est reçue excédant son coût non déprécié, cet excédent, jusqu'à concurrence de la dépréciation admise, est ajouté au revenu net du contribuable ou déduit du coût non déprécié de ses biens de la même catégorie le tout sauf dans la mesure où les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil en ordonnent autrement."

5. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"7. Dans le calcul des profits, on peut déduire dans la mesure fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil

a. by striking out paragraph 7;
 b. by adding after sub-paragraph c of paragraph 12, the following sub-paragraph:

"d. any amount resulting from the application of section 6e".

2. Section 3 of the said act is amended by striking out paragraph 12.

3. Section 6 of the said act, replaced by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 19, and by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 11, is again replaced by the following:

"6. In addition to the taxes on capital and upon places of business mentioned in this act, every company, partnership or person contemplated by section 3, shall pay annually a tax equivalent to twelve per centum of the net revenue of its financial year in progress on the first of January 1961 and of each of its subsequent financial years.

If the financial year already in progress on the first of January 1961, does not correspond with the calendar year, the tax for such financial year shall be imposed at the rate of ten per centum for the portion included in the calendar year 1960 and at the rate of twelve per centum for the portion included in the calendar year 1961. In computing such tax, the total revenue of the financial year shall be allocated to each of the years 1960 and 1961 in the proportion of the number of days of the financial year that fell within each of those two calendar years.

This tax shall also be exigible from every company, partnership or person mentioned in the first paragraph of this section and which, after the coming into force of this act, shall establish an office or commence doing business in the province."

4. The said act is amended by adding after section 6d the following section:

"6e. Whenever, in respect of property depreciated for the purposes of the tax established by this act, a price, value or consideration is received in excess of its undepreciated cost, such excess, up to the amount of depreciation allowed, shall be added to the net income of the taxpayer or deducted from the undepreciated cost of his property of the same category, the whole except to the extent to which the regulations of the Lieutenant-Governor in Council otherwise order."

5. Section 7 of the said act is replaced by the following:

"7. In computing profits, there may be deducted to the extent fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council

1° une allocation à l'égard du coût des immobilisations, selon la méthode du solde dégressif,

2° une allocation pour épuisement de puits de pétrole ou de gaz, de mine ou concession forestière,

3° les créances douteuses ou mauvaises,

4° les pertes commerciales subies pendant les cinq années précédant immédiatement l'année financière et celle qui suit,

5° les dividendes reçues d'une autre compagnie."

6. L'article 11 de ladite loi modifié par l'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau modifié en retranchant le dernier alinéa.

7. L'article 13 de ladite loi modifié par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19 est remplacé par le suivant :

"13. 1. Les taxes imposées par l'article 6 sont payables en quatre versements égaux, le quinzième jour des cinquième, huitième et onzième mois de l'année financière en cours et du deuxième mois suivant la fin de cette année financière.

2. Toute compagnie, société ou personne tenue de faire des paiements, suivant le paragraphe ci-dessus, doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes :

i) l'estimation qu'elle fait du revenu net qu'elle gagnera durant l'année d'imposition, ou

ii) le revenu net qu'elle a gagné pendant l'année d'imposition précédente.

3. Sauf le cas prévu à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 3° de l'article 3, les taxes imposées par ce paragraphe sont payables en quatre versements, à l'époque prévue au paragraphe 1 du présent article.

4. Toute compagnie d'assurance tenue de faire des paiements suivant le paragraphe précédent du présent article doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes :

i) l'estimation qu'elle fait du montant total des primes payables durant l'année d'imposition, ou

ii) le montant des primes payables durant l'année d'imposition précédente.

Si les paiements faits suivant les dispositions ci-dessus n'acquittent pas le montant de la taxe exigible, le reliquat doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de l'année financière pour laquelle cette taxe est imposée."

8. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 14 le suivant :

"14a. Lorsqu'une compagnie, société ou personne tenue au paiement d'un versement d'impôt ne l'a pas fait en entier, elle doit, en acquittant le montant qu'elle a omis de payer, verser, en plus de l'inté-

1. an allowance in respect of capital costs according to the degressive balance method,

2. an allowance for depletion of oil or gas wells, mines or timber lands,

3. doubtful or bad debts,

4. business losses sustained in the five years immediately preceding and the year following the financial year,

5. dividends received from another company."

6. Section 11 of the said act, amended by section 9 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 19, is again amended by striking out the last paragraph.

7. Section 13 of the said act, amended by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 19, is replaced by the following :

"13. 1. The taxes imposed by section 6 shall be payable in four equal instalments, on the fifteenth day of the fifth, eighth and eleventh months of the current financial year and of the second month following the end of such financial year.

2. Every company, partnership or person required to make payments under the preceding subsection, shall make such payments on one of the following bases :

i. its estimate of the net income it will earn in the taxation year, or

ii. the net income earned during the preceding taxation year.

3. Saving the case provided for in the penultimate paragraph of paragraph 3 of section 3, the taxes imposed by paragraph 3 shall be payable in four instalments, at the time fixed in subsection 1 of this section.

4. Every insurance company required to make payments under the preceding subsection of this section shall make such payments on one of the following bases :

i. its estimate of the total amount of premiums payable during the taxation year, or

ii. the amount of premiums payable in the preceding taxation year.

If the payments made under the above provisions do not cover the amount of the tax exigible, the remainder must be paid not later than the last day of the sixth month which follows the expiration of the financial year for which such tax is imposed."

8. The said act is amended by adding after section 14 the following section :

"14a. Whenever a company, partnership or person required to pay a tax instalment has not paid it in full, it must, when paying the amount so omitted, pay, in addition to the interest payable under

rêt payable en vertu de l'article 14, un intérêt additionnel au taux de cinq pour cent l'an, à compter du jour où elle devait effectuer le paiement jusqu'au jour où elle l'a effectué ou jusqu'à l'expiration des six mois suivant la fin de son année financière si le paiement est fait après ces six mois.

Pour les fins du présent article, le contribuable est à l'égard des versements requis par l'article 13, considéré comme ayant été tenu de payer à la date fixée pour chaque versement un montant calculé d'après le revenu net, ou selon le cas, les primes, de l'année d'imposition ou, de l'année d'imposition précédente, si cette dernière base est moins élevée."

9. Le paragraphe *a* de l'article 1 et les articles 2 et 3 de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 1961.

Le paragraphe *b* de l'article 1 et les articles 4 et 5 de la présente loi s'appliquent à l'année financière de chaque contribuable commençant après le 31 décembre 1960 et aux suivantes. Cependant aucune déduction n'est accordée pour pertes commerciales d'une année financière antérieure à celle commençant en 1960.

Les articles 6, 7 et 8 de la présente loi entrent en vigueur le 1er avril 1961 et s'appliquent aux taxes payables pour l'année financière alors en cours de chaque contribuable et aux suivantes. Les dispositions présentement en vigueur continuent de régir le paiement des taxes pour les années financières antérieures.

10. Sous réserve des dispositions de l'article précédent la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

section 14, additional interest at the rate of five per cent per annum from the day when it should have made the payment until the day when it did so or until the expiration of the six months following the end of its fiscal year if payment is made after such six months.

For the purposes of this section, the taxpayer, in respect of the instalments required by section 13, shall be deemed to have been required to pay on the date fixed for each instalment an amount computed according to the net income or the premiums, as the case may be, of the taxation year, or of the preceding taxation year if the latter basis is lower."

9. Paragraph *a* of section 1 and sections 2 and 3 of this act shall come into force on the 1st of January 1961.

Paragraph *b* of section 1 and sections 4 and 5 of this act shall apply to the financial year of every taxpayer that commences after the 31st of December 1960, and to those following, but no deduction shall be allowed for business losses of a financial year prior to that commencing in 1960.

Sections 6, 7 and 8 of this act shall come into force on the 1st of April 1961 and shall apply to taxes payable for the then current financial year of each taxpayer and those following. The provisions now in force shall continue to govern the payment of taxes for the preceding financial years.

10. Subject to the provisions of the preceding section, this act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 43

Loi concernant la taxe sur la vente en détail

[Sanctionnée le 27 avril 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 12 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus 1941, chapitre 88), modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 20, est de nouveau modifié à compter du premier mai 1961, en remplaçant le paragraphe *f* par le suivant:

"*f*) à la gasoline, au kérosène et à l'huile à chauffage."

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 43

An Act respecting the retail sales tax

(Assented to, the 27th of April, 1961)

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes 1941, chapter 88), amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 20, is again amended from the first of May 1961, by replacing paragraph *f* by the following:

"*f*. Gasoline, kerosene and fuel oil;"

2. L'article 13 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**13.** Nonobstant toute loi ou règlement au contraire, les exemptions prévues à l'article précédent s'appliquent, à compter du premier mai 1961, à toute taxe de vente ou taxe d'éducation imposée par une corporation municipale ou scolaire, en substituant dans le paragraphe 7 du dit article, les mots "en dehors du territoire assujetti à la taxe" aux mots "en dehors de la province".

Dans le présent article, les mots "l'article précédent" se rapportent à l'article 12 tel que modifié par toute loi subséquente."

3. Ladite loi est modifiée en remplaçant l'article 29 par les suivants:

"**29.** Les dispositions de l'article précédent s'appliquent à la perception de toute taxe de vente ou taxe d'éducation imposée par une corporation scolaire.

"**30.** Quand le ministre est autorisé à percevoir une taxe de vente municipale ou scolaire ou une taxe d'éducation sur le prix de ventes en détail, cette taxe devient une dette due à Sa Majesté, la loi en vertu de laquelle elle est prélevée devient une loi de revenu au sens de l'article 39a de la Loi du contrôle du revenu et les poursuites en recouvrement sont régies par ladite loi et soumises à la prescription des recours de Sa Majesté.

Le présent article est déclaratoire sauf en ce qui concerne la prescription.

"**31.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi."

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

2. Section 13 of the said act is replaced by the following:

"**13.** Notwithstanding any law or by-law to the contrary, the exemptions provided for in the preceding section shall apply, from the first of May 1961, to any sales tax or education tax imposed by a municipal or school corporation, substituting in paragraph 7 of the said section, the words "outside of the territory subject to the tax" for the words "outside of the Province".

In this section, the words "the preceding section" refer to section 12 as amended by any subsequent act."

3. The said act is amended by replacing section 29 by the following sections:

"**29.** The provisions of the preceding section shall apply to the collection of any sales tax or education tax imposed by a school corporation.

"**30.** Whenever the Minister is authorized to collect a municipal or school sales tax or education tax on the price of retail sales, such tax shall become a debt due to Her Majesty, the act under which it is levied shall become a revenue law within the meaning of section 39a of the Provincial Revenue Act and suits for recovery shall be governed by the said act and subject to the prescription of recourses by Her Majesty.

This section is declaratory except with respect to prescription.

"**31.** The Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 44

Loi concernant la taxe sur les repas

[Sanctionnée le 27 avril 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de la taxe d'hôpital sur les repas (Statuts refondus 1941, chapitre 89), modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 21, est de nouveau modifié:

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 44

An Act respecting the tax on meals

[Assented to, the 27th of April, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act respecting the Hospital Tax on Meals (Revised Statutes, 1941, chapter 89), amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 21, is again amended:

a) en remplaçant dans la troisième ligne du paragraphe 1, les mots "de soixante centins" par les mots "d'un dollar";

b) en ajoutant l'alinéa suivant au paragraphe 1:

"La taxe ci-dessus est également imposée sur le prix de toute boisson alcoolique vendue, même sans repas, dans un établissement visé au paragraphe 2, ainsi que sur le prix de tout liquide servi avec cette boisson."

c) en ajoutant l'alinéa suivant au paragraphe 2:

"Le mot "établissement" désigne de plus tout local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place, à l'exception des tavernes au sens de la Loi de la Régie des alcools du Québec chap. 255)."

2. Le paragraphe 1 de l'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant les six premières lignes par ce qui suit:

"La personne qui tient un établissement doit préparer et garder une addition ou note du prix des repas et boissons servis sur laquelle le montant de la taxe doit être inscrit séparément."

3. Les articles 6 et 7 de ladite loi sont abrogés.

4. La présente loi à effet à compter du 1er mai 1961.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

a. by replacing the words "sixty cents" in the third line of subsection 1 by the words "one dollar";

b. by adding to subsection 1 the following paragraph:

"The aforesaid duty is also imposed on the price of any alcoholic beverage sold, even without a meal, in an establishment referred to in subsection 2, and on the price of any liquid served with such beverage."

c. by adding to subsection 2 the following paragraph:

"The word "establishment" also designates any premises where alcoholic beverages are sold for consumption there, except taverns within the meaning of the Quebec Liquor Board Act (chap. 255)."

2. Subsection 1 of section 3 of the said act is amended by replacing the first sentence by the following:

"The person who keeps an establishment must prepare and keep a bill or account of the price of the meals and beverages served on which the amount of the tax must be inscribed separately."

3. Sections 6 and 7 of the said act are repealed.

4. This act shall have effect from and after May 1st, 1961.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 55

Loi pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en insérant après le chapitre 113, le suivant:

"CHAPITRE 113A

LOI POUR AIDER À L'ORGANISATION ET À L'AMÉLIORATION DES FERMES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'amélioration des fermes*.

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 55

An Act to facilitate the organization and improvement of farms

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by inserting, after chapter 113, the following chapter:

"CHAPTER 113A

AN ACT TO ASSIST IN THE ORGANIZATION AND IMPROVEMENT OF FARMS

1. This act may be cited as the *Farm Improvement Act*.

SECTION I

DÉFINITIONS

2. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

a) "agriculteur": le propriétaire ou le détenteur sous billet de location d'une ferme qu'il habite en permanence et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation;

b) "emprunteur": un agriculteur qui a contracté un emprunt dont une portion de l'intérêt est remboursée par le gouvernement en vertu de la présente loi;

c) "caisse populaire": tout syndicat coopératif de crédit, communément appelé "caisse populaire Desjardins";

d) "banque": toute banque à charte du Canada faisant affaires dans la province, ainsi que la Banque d'Économie de Québec et la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal;

e) "prêteur": une caisse populaire ou une banque qui a consenti un ou des prêts pour lesquels une portion d'intérêt est remboursée par le gouvernement en vertu de la présente loi;

f) "ferme": tout immeuble exploité ou sur le point de l'être, en vue d'une ou de plusieurs entreprises propres ou connexes à l'agriculture.

SECTION II

CONTRIBUTION À L'ORGANISATION DES FERMES

3. Le gouvernement est autorisé à rembourser un montant équivalent à l'intérêt à trois pour cent sur tout emprunt n'excédant pas trois mille dollars qu'un agriculteur obtient d'une caisse populaire ou d'une banque pour une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4.

4. Le remboursement d'intérêt visé à l'article 3 peut être accordé sur tout emprunt contracté pour une ou plusieurs des fins suivantes:

a) l'achat d'animaux reproducteurs, d'espèce bovine, porcine ou ovine;

b) l'achat d'instruments aratoires et d'outillage ou machinerie agricole, y compris un tracteur de ferme, à l'exception de tout autre véhicule automobile.

Les animaux ou le matériel ainsi achetés doivent faire l'objet d'un nantissement agricole ou de la cession prévue à l'article 88 de la Loi sur les banques en faveur du prêteur.

5. La durée de l'emprunt visé par l'article 3 ne doit pas excéder cinq ans lorsqu'il s'agit d'achat d'animaux et dix ans lorsqu'il s'agit d'achat de matériel.

DIVISION I

DEFINITIONS

2. In this act, the following expressions mean:

a. "farmer": the owner or holder under a location ticket of a farm on which he lives permanently and the cultivation or operation of which for purposes connected with agriculture is his principal occupation;

b. "borrower": a farmer who has contracted a loan a portion of the interest on which is repaid by the government under this act;

c. "credit union": any cooperative credit syndicate, commonly called "caisse populaire Desjardins";

d. "bank": any Canadian chartered bank carrying on business in the province, and also the Quebec Savings Bank and the Montreal City and District Savings Bank;

e. "lender": any credit union or bank which has granted one or more loans on which a portion of the interest is repaid by the government under this act;

f. "farm": any immovable used or about to be used for one or more purposes proper to or connected with agriculture.

DIVISION II

CONTRIBUTION FOR THE ORGANIZATION OF FARMS

3. The government is authorized to repay an amount equal to the interest at three per cent on any loan not exceeding three thousand dollars that a farmer receives from a credit union or bank for one or more of the purposes mentioned in section 4.

4. The repayment of interest provided for in section 3 may be granted on any loan contracted for one or more of the following purposes:

a. the purchase of bovine, porcine or ovine breeding stock;

b. the purchase of farm implements and agricultural equipment or machinery, including a farm tractor, but excepting any other motor vehicle.

The stock or articles so purchased must be the object of a pledge of agricultural property or of security under section 88 of the Bank Act in favour of the lender.

5. The period of the loan mentioned in section 3 shall not exceed five years in the case of a purchase of stock and ten years in the case of a purchase of articles.

SECTION III

CONTRIBUTION À L'AMÉLIORATION DES FERMES

6. Le gouvernement est autorisé à rembourser un montant équivalent à l'intérêt à trois pour cent sur tout emprunt n'excédant pas quatre mille dollars qu'un agriculteur obtient d'une caisse populaire ou d'une banque pour une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 7.

7. Le remboursement d'intérêt visé à l'article 6 peut être accordé sur tout emprunt contracté pour une ou plusieurs des fins suivantes en rapport avec la ferme de l'emprunteur:

1° pour améliorations sur le fonds de terre:

- a) drainage souterrain ou superficiel;
- b) défrichement;
- c) épierrement;
- d) nivellement;
- e) confection de clôture;
- f) creusage d'étang de ferme ne servant pas à la pisciculture;

2° pour construction ou amélioration de bâtiments:

- a) laiterie et installation pour refroidissement du lait;
- b) silo;
- c) remise à instruments aratoires;
- d) hangar;
- e) poulailler;
- f) porcherie;
- g) remise à fumier;
- h) cabane à sucre;
- i) grange-étable, toiture, ou aménagement intérieur;
- j) maison de ferme, appareils sanitaires ou installation de chauffage;
- k) entrepôt à légumes;
- l) entrepôt à pommes;
- m) serre;
- n) séchoir à tabac;
- o) bergerie;

3° pour achat de matériel agricole:

- a) écurer automatique;
- b) outillage d'érablière: évaporateur, seaux, chalumeaux et réservoirs;
- c) appareils d'irrigation;

4° pour approvisionnement d'eau potable ou amélioration;

5° pour installation ou amélioration de filerie électrique y compris les interrupteurs et fusibles.

8. La durée de l'emprunt visé par l'article 6 ne doit dans aucun cas excéder dix ans.

SECTION IV

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES PRÊTS

9. Un même agriculteur peut bénéficier simultanément du remboursement d'intérêt prévu par les articles 3 et 6.

DIVISION III

CONTRIBUTION FOR FARM IMPROVEMENT

6. The government is authorized to repay an amount equal to the interest at three per cent on any loan not exceeding four thousand dollars that a farmer receives from a credit union or bank for one or more of the purposes mentioned in section 7.

7. The repayment of interest provided for in section 6 may be granted on any loan contracted for one or more of the following purposes in relation to the farm of the borrower:

1. for improvement of the land:

- a. underground or surface drainage;
- b. clearing;
- c. removal of stones;
- d. levelling;
- e. the erection of fences;
- f. digging of farm pond not used for pisciculture;

2. for the erection or improvement of buildings:

- a. dairy and system for cooling milk;
- b. silo;
- c. shelter for farm implements;
- d. shed;
- e. hen-house;
- f. piggery;
- g. manure pit;
- h. sugar-house;
- i. barn-stable, roof or interior equipment;
- j. farm-house, sanitary equipment or heating system;
- k. storehouse for vegetables;
- l. storehouse for apples;
- m. greenhouse;
- n. tobacco dryer;
- o. sheep-fold;

3. for the purchase of farm equipment:

- a. automatic scourer;
- b. sugaring equipment: evaporator, buckets, spouts and tanks;
- c. irrigation equipment;

4. for drinking-water supply system or improvement thereof;

5. for the installation or improvement of electric wiring, including switches and fuses.

8. In no case shall the period of the loan mentioned in section 6 exceed ten years.

DIVISION IV

PROVISIONS COMMON TO ALL LOANS

9. The same farmer may benefit at the same time by the repayment of interest provided for in sections 3 and 6.

Il peut également en bénéficier pour plus d'un emprunt mais à la condition que le total dû en principal ne dépasse jamais le maximum fixé dans chaque cas.

Le remboursement, au moyen d'un nouvel emprunt contracté par le même agriculteur, d'un prêt ou du solde d'un prêt donnant lieu à un remboursement d'intérêt, supprime le droit à ce remboursement.

10. Le taux d'intérêt sur les emprunts donnant lieu à remboursement d'intérêt prévu par la présente loi ne doit pas dépasser le maximum fixé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Tout emprunt visé par la présente loi doit être remboursé par versements égaux et consécutifs qui peuvent être, selon que convenu entre l'emprunteur et le prêteur, mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels.

12. Nonobstant toute stipulation inconciliable, l'emprunteur a toujours le droit de rembourser par anticipation, en partie ou en entier, le principal de son emprunt.

13. Lorsqu'un tiers-agriculteur, contractant avec un emprunteur qui bénéficie du remboursement d'une portion de l'intérêt sur son emprunt, prend à sa charge les obligations de cet emprunteur, le bénéfice du remboursement d'intérêt se continue selon les modalités originairement prescrites.

14. Le montant remboursable par le gouvernement est versé au prêteur, à l'acquit de l'emprunteur, tous les six mois; cependant, il n'est payé qu'autant que l'emprunteur a acquitté lui-même les versements échus d'intérêt et de principal.

Aucun remboursement n'est fait à l'égard d'intérêt sur les versements arriérés.

15. Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 5 ou à l'article 8, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations et que le prêteur lui accorde terme pour l'acquittement du solde du prêt, l'emprunteur n'a plus droit au remboursement d'intérêt, mais le prêteur continue de bénéficier de la garantie prévue à l'article 17.

16. Un agriculteur qui obtient un remboursement d'intérêt à la suite de fausses déclarations ou de faux prétextes, ou emploie le produit ou une partie du produit de l'emprunt à des fins autres que celles pour lesquelles celui-ci a été obtenu, est de plein droit déchu du droit au remboursement et doit rendre à l'Office du crédit agricole du Québec ce qu'il a reçu.

He may also benefit by such repayment for more than one loan provided that the total capital amount due never exceeds the maximum fixed in each case.

The repayment, by means of another loan contracted by the same farmer, of a loan or the balance of a loan involving a repayment of interest, shall extinguish the right to such repayment.

10. The rate of interest on the loans giving rise to repayment of interest as provided by this act shall not exceed the maximum fixed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

11. Every loan contemplated by this act shall be repaid in equal and consecutive instalments which may be, as agreed between the borrower and the lender, monthly, quarterly, semi-annual or annual.

12. Notwithstanding any inconsistent stipulation, the borrower shall always have the right to repay the capital of his loan, in whole or in part, by anticipation.

13. When a farmer who is a third party, contracting with a borrower who benefits by the repayment of a portion of the interest on his loan, assumes the obligations of such borrower, the benefit of such repayment of interest shall continue in accordance with the terms originally established.

14. The amount repayable by the government shall be paid to the lender, for the credit of the borrower, every six months, but it shall only be payable to the extent to which the borrower has himself paid the instalments due in principal and interest.

No repayment shall be made respecting interest on overdue payments.

15. Whenever, at the end of the term provided in section 5 or section 8, a borrower has not met his obligations in full and the lender grants him a delay to pay the balance of the loan, the borrower shall no longer be entitled to the repayment of interest, but the lender shall continue to benefit by the guarantee provided in section 17.

16. A farmer who obtains a repayment of interest by false statements or on false pretences, or uses the proceeds of the loan or any part thereof for purposes other than those for which the loan was obtained, shall *ipso facto* forfeit the right to repayment and must return to the Quebec Farm Credit Bureau what he has received.

SECTION V

GARANTIE PARTIELLE DU GOUVERNEMENT

17. Le gouvernement de la province garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts.

SECTION VI

EXÉCUTION

18. Sur la recommandation du ministre de l'agriculture, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter des règlements conciliables avec les dispositions de la présente loi, pour en assurer l'exécution et le bon fonctionnement.

Ces règlements peuvent notamment avoir pour objet la définition de toute expression qui, dans l'article 4 et dans l'article 7, sert à décrire les fins pour lesquelles des emprunts visés par la présente loi peuvent être contractés.

Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

19. Les sommes dues en conséquence des garanties prévues par la présente loi sont payables sur le fonds consolidé du revenu et les autres dépenses sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature.

20. L'Office du crédit agricole du Québec est chargé de l'exécution de la présente loi."

2. La loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 13, est abrogée.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

DIVISION V

PARTIAL GUARANTEE BY THE GOVERNMENT

17. The Government of the Province shall guarantee to any credit union or bank granting loans to farmers under this act, the repayment of losses in capital and interest which it may incur thereby, up to ten per cent of the total amount of such loans.

DIVISION VI

CARRYING OUT

18. Upon the recommendation of the Minister of Agriculture, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations consistent with the provisions of this act, to ensure the carrying out and the proper operation thereof.

Such regulations may, in particular, define any expression used, in section 4 and in section 7, to describe the purposes for which loans may be contracted under this act.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

19. The sums due by reason of the guarantees provided for by this act shall be payable out of the consolidated revenue fund and the other expenses out of the money voted annually for that purpose by the Legislature.

20. The Quebec Farm Credit Bureau shall have charge of the carrying out of this act."

2. The act 8-9 Elizabeth II, chapter 13, is repealed.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 56

An Act to amend the Act to improve housing conditions

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 12 George VI, chapter 6, amended by section 1 of the

13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4 est de nouveau modifié, en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe *b*), le millésime "1961" par le millésime "1962".

2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"3. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les caisses populaires et les sociétés de prêts sont autorisées à prêter jusqu'à concurrence de quatre-vingt-quinze pour cent des premiers douze mille dollars de la valeur réelle de toute habitation nouvelle, y compris le terrain, et de soixante-dix pour cent de l'excédent. La valeur réelle de la construction et du terrain est déterminée par la caisse populaire ou la société de prêts qui fait le prêt, mais elle ne peut en dépasser le coût.

Ces prêts peuvent être consentis pour une période n'excédant pas trente ans."

3. L'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 9 et par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, est de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de cent-cinq millions de dollars."

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 10a ajouté par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, le suivant:

"10b. L'Office peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire tout règlement relatif aux conditions auxquelles les avantages de la présente loi sont accordés.

Ces règlements doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*."

5. Les règlements faits par l'Office du crédit agricole du Québec pour entrer en vigueur à compter du 18 mars 1960, sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 avril 1960 et modifiés par les arrêtés en conseil numéros 336 et 370, les 3 et 7 février 1961, respectivement, sont déclarés légalement décrétés

act 13 George VI, chapter 9, by section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 11, by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 7, by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 4 and by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 4, is again amended by replacing, in the fourth line of paragraph *b*, the number "1961" by the number "1962".

2. Section 3 of the said act is replaced by the following:

"3. Subject to the other provisions of this act, the credit unions and loan societies are authorized to lend up to ninety-five per cent of the first twelve thousand dollars of the real value of any new dwelling, including the land, and up to seventy per cent of the excess. The real value of the building and the land shall be determined by the credit union or loan society which makes the loan but shall not exceed the cost thereof.

These loans may be made for a period not exceeding thirty years."

3. Section 9 of the said act, replaced by section 5 of the act 13 George VI, chapter 9, by section 1 of the act 14 George VI, chapter 8, by section 2 of the act 14-15 George VI, chapter 11, by section 2 of the act 15-16 George VI, chapter 10, by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 7, by section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 7, by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 4, by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 9, and by section 2 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 4, is again replaced by the following:

"9. The Government may appropriate, for the purposes of this act, a total sum of one hundred and five million dollars."

4. The said act is amended by inserting, after section 10a added by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 7, the following section:

"10b. The Bureau, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may make any regulation respecting the conditions on which the advantages of this act shall be granted.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*."

5. The regulations made by the Quebec Farm Credit Bureau to come into force on the 13th of March 1960, sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council on the 26th of April 1960 and amended by orders-in-council numbers 336 and 370 on the 3rd and 7th of February 1961, respectively, are declared to have been

sous réserve de modification ultérieure conformément à la présente loi.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

legally made, subject to subsequent amendment in accordance with this act.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 58

Loi modifiant la Loi des produits laitiers

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 14 de la Loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1941, chapitre 126), modifié par l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 64, est de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa par les suivants:

"Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs et les comptables de la commission ont le droit de pénétrer en tout temps, pendant les heures ordinaires de travail, dans une fabrique et ses dépendances, examiner les livres de comptabilité, les factures et autres documents concernant les opérations de cette fabrique et en prendre des extraits. Le propriétaire, le gérant ou la personne en charge de cette fabrique est tenu d'aider le comptable ou l'inspecteur de la commission dans son enquête et de mettre à sa disposition tous les livres, factures et autres documents qu'il désire examiner.

Les inspecteurs de la commission ont pour le surplus les pouvoirs attribués aux inspecteurs nommés en vertu de l'article 16."

2. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**19.** Il est interdit d'entraver un comptable de la commission ou un inspecteur ou officier agissant en vertu de la présente loi, de quelque façon que ce soit, de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou de fausses déclarations; de refuser de lui déclarer ses noms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi ou des règlements.

Cet inspecteur, comptable ou officier doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité."

3. L'article 21 de ladite loi est modifié en insérant après le paragraphe *b*, le suivant:

"*bb*) Pour permettre l'uniformisation de la teneur en gras et autres solides du

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 58

An Act to amend the Dairy Products Act

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follow:

1. Section 14 of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1941, chapter 126), amended by section 4 of the act 14 George VI, chapter 64, is again amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs:

"In the discharge of their duties, the inspectors and accountants of the commission may enter at any time, during ordinary working hours, any factory and its dependencies, to examine the books of account, invoices and other documents respecting the operations of such factory and take extracts thereof. The owner, manager or person in charge of such factory is bound to assist the accountant or inspector of the commission in his investigation and to place at his disposal all books, invoices and other documents which he wishes to examine.

The inspectors of the commission shall also have the powers conferred upon inspectors appointed under section 16."

2. Section 19 of the said act is replaced by the following:

"**19.** It is forbidden to hinder an accountant of the commission or an inspector or officer acting under this act, in any way, to mislead or try to mislead him by concealment or misrepresentation, to refuse to tell him one's name and address or to fail to obey any order he may give under the law or the regulations.

Such inspector, accountant or officer must, if so required, produce a certificate, signed by the Minister, attesting his authority."

3. Section 21 of the said act is amended by inserting after paragraph *b*, the following:

"*bb*. For authorizing standardization of the proportion of fat and other solid

lait pour consommation à l'état nature, dans les conditions et suivant les procédés qu'il détermine y compris l'écraimage;"

4. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 27, le suivant :

"27a. Il est interdit de fabriquer ou détenir ou de laisser fabriquer ou détenir dans une fabrique et ses dépendances, pour quelque fin que ce soit, même pour consommation personnelle, des succédanés de produits laitiers, des huiles ou matières grasses végétales, des substances destinées à la préparation de succédanés de produits laitiers ou des appareils pouvant servir à les fabriquer.

En outre des peines prévues à l'article 29, l'inspecteur général peut, après condamnation pour infraction au présent article, révoquer le permis accordé en vertu de l'article 4 pour l'exploitation de la fabrique concernée."

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

components in milk for consumption in its natural state, under the conditions and by the processes determined by him, including skimming;"

4. The said act is amended by adding, after section 27, the following section:

"27a. It is forbidden to manufacture or keep or permit to be manufactured or kept in a factory and its dependencies, for any purpose, even for personal consumption, substitutes for dairy products, vegetable oils or fats, substances intended for the preparation of substitutes for dairy products or apparatus that might be used for their manufacture.

In addition to the penalties provided in section 29 the inspector-general, following a conviction for infringement of this section, may cancel the permit granted under section 4 for the operation of the factory concerned."

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 59

Loi sur les succédanés de produits laitiers

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des succédanés*.

2. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent :

a) "succédané" : tout aliment qui, par ses caractères extérieurs et son mode d'emploi, offre de l'analogie avec le lait ou un autre aliment tiré du lait;

b) "règlements" : les règlements adoptés en vertu de la présente loi;

c) "ministre" : le ministre de l'agriculture et de la colonisation.

3. Nul ne peut fabriquer ou vendre en gros un succédané, à moins d'avoir obtenu du ministre, un permis de fabrication ou, selon le cas, un permis de vente en gros.

Nul ne peut vendre en détail un succédané obtenu d'une personne ne détenant pas un permis de fabrication ou de vente en gros, à moins d'avoir obtenu un permis du ministre.

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 59

An Act respecting substitutes for dairy products

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the *Dairy Substitutes Act*.

2. In this act, the following expressions mean:

a. "substitute": any food which, in its external characteristics and its mode of use, resembles milk or any other food derived from milk;

b. "regulations": the regulations made under this act;

c. "Minister": the Minister of Agriculture and Colonization.

3. No person shall manufacture or sell a substitute wholesale, unless he has obtained from the Minister a manufacturer's permit or a wholesaler's permit, as the case may be.

No person shall retail a substitute obtained from a person who does not hold a manufacturer's or wholesaler's permit, unless he has obtained a permit from the Minister.

Ces permis sont annuels et expirent le 31 décembre de l'année pour laquelle ils sont délivrés.

4. Le ministre peut, après condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements, révoquer tout permis qu'il a délivré.

5. Tout succédané mis en vente doit répondre aux normes de composition, de qualité, de forme et de présentation fixées par les règlements et porter sur le récipient, l'emballage ou l'enveloppe, l'indication, en français et en anglais, du nom, de l'origine, de la quantité et de la composition du produit.

6. Dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération, nul ne peut offrir ou servir un succédané sans en prévenir le consommateur par une indication sur le menu ou à défaut de menu, une affiche ou une étiquette.

7. Il est interdit

a) d'employer pour désigner un succédané, les mots "lait", "crème", "beurre" "fromage", "mélange" ou un dérivé d'un de ces mots;

b) d'employer, pour désigner celui qui fabrique ou vend un succédané, les mots "laiterie", "crèmerie", "beurrerie", "fromagerie" ou un dérivé d'un de ces mots;

c) d'utiliser, pour désigner un succédané, des appellations ou des images évoquant l'industrie laitière.

8. Aucun succédané ne doit présenter une couleur prohibée par les règlements.

Un succédané du beurre ne doit pas être d'une couleur de plus d'un degré et six dixièmes de jaune ou de jaune et de rouge combinés, mesurée à l'échelle du colorimètre Lovibond selon la méthode prescrite par règlement.

9. Il est interdit

a) de fabriquer, de détenir ou d'exposer en vue de la vente dans la province, un succédané qui ne répond pas aux prescriptions de la loi et des règlements;

b) de mettre en vente, de vendre, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour transport à tout endroit dans la province, tel succédané;

c) de détenir, offrir ou servir, dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération, tel succédané.

10. Toute personne autorisée par le ministre à agir comme inspecteur pour les fins de la présente loi, peut, dans l'exercice de ses fonctions:

a) pénétrer pendant les heures ordinaires de travail dans un établissement de fabrication de succédané et ses dépendances ou dans un local servant au com-

Such permits shall be annual and shall expire on the 31st of December of the year for which they are issued.

4. The Minister, upon a condemnation for infringement of this act or the regulations, may revoke any permit he has issued.

5. Any substitute offered for sale must meet the standards of composition, quality, shape and presentation fixed by the regulations and bear on the container, package or wrapper, in English and in French, the name, origin, quantity and composition of the product.

6. In an establishment where food is served for a consideration, no person shall offer or serve any substitute without so informing the customer by an indication on the menu or, if there is no menu, on a sign or label.

7. It is prohibited

a. to use the words "milk", "cream", "butter", "cheese", "mixture" or any derivative thereof to designate a substitute;

b. to use the words "dairy", "creamery", "butter factory", "cheese factory" or any derivative thereof, to designate a manufacturer or vendor of a substitute;

e. to use terms or pictures suggesting the dairy industry to designate a substitute.

8. A substitute shall not be of a colour prohibited by the regulations.

A substitute for butter shall not be of a colour containing more than one and six-tenths degrees of yellow, or of yellow and red collectively, measured in terms of the Lovibond tintometer scale according to the method prescribed by regulation.

9. It is prohibited

a. to manufacture, keep or expose for sale in the province a substitute which does not meet the requirements of the law and regulations;

b. to offer for sale, sell, transport, cause to be transported or accept for transportation to any place in the Province, such substitute;

c. to hold, offer or serve such substitute, in an establishment where food is served for a consideration.

10. Any person authorized by the Minister to act as an inspector for the purposes of this act may, in the performance of his duties:

a. enter during regular working hours any establishment where substitutes are manufactured and its dependencies or any premises used for trading in or stor-

merce ou à l'entreposage de ce produit ou à sa livraison directe à la consommation;

b) arrêter en cours de route toute expédition de tel produit;

c) exiger la production de tout document commercial relatif à tel produit;

d) faire l'inspection de tel produit;

e) saisir et confisquer tout succédané qui ne satisfait pas aux exigences de la loi et des règlements, de même que les matières et objets pouvant servir à sa fabrication, et en disposer selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf à remettre le produit de la vente au cas où la confiscation ne serait pas prononcée par le tribunal.

11. Il est interdit d'entraver un inspecteur, dans l'exercice de ses fonctions, de quelque façon que ce soit, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations; de refuser de lui déclarer ses noms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi ou des règlements.

Cet inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité.

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

a) fixer les conditions d'un permis;

b) déterminer les conditions de fabrication, de vente, de mise en vente, d'exposition, de détention et de transport des succédanés;

c) statuer sur le nom, la qualité, la forme, la couleur et la composition des succédanés, sur la qualité, la forme, la dimension et la capacité des récipients, emballages et enveloppes et, sur toutes inscriptions et indications requises;

d) prohiber la fabrication et la vente de tout succédané qu'il juge nuisible à la santé;

e) obliger les fabricants, entrepositaires, distributeurs et commerçants en gros de succédanés à tenir des registres et à faire au ministre des rapports de leurs opérations;

f) désigner les méthodes d'analyse destinées à établir la composition, la couleur, et la teneur en constituants des succédanés;

g) prescrire toute mesure propre à assurer l'observance de la présente loi.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et entre en vigueur le jour de sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

13. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, pour une première in-

ing such product or for its direct delivery for consumption;

b. stop in transit any shipment of such product;

c. require the production of any commercial document relating to such product;

d. inspect such product;

e. seize and confiscate any substitute which does not meet the requirements of the law and regulations, with the substances and articles which may be used in its manufacture, and dispose of the same as prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, subject to the obligation of remitting the proceeds of the sale when confiscation is not ordered by the court.

11. It is forbidden to hinder an inspector in any way in the performance of his duties, to mislead him by concealment or by misrepresentation, to refuse to tell him one's name and address or neglect to obey any order he may give under the law or the regulations.

Such inspector, if so required, shall produce a certificate signed by the Minister, attesting his authority.

12. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation:

a. fix the conditions for a permit;

b. determine the conditions of manufacture, sale, offering for sale, exhibition, keeping and transportation of substitutes;

c. prescribe the name, quality, form, colour and composition of substitutes, the quality, shape, dimensions and capacity of containers, packages and wrappers and all inscriptions and indications required;

d. prohibit the manufacture and sale of any substitute which he considers detrimental to health;

e. compel manufacturers, warehousemen, distributors and wholesalers of substitutes to keep books and make reports of their operations to the Minister;

f. prescribe methods of analysis to determine the composition, colour and proportion of the constituents of substitutes;

g. prescribe any measure conducive to the carrying out of this act.

Any regulation made under this section shall be published in the *Quebec Official Gazette* and shall come into force on the date of its publication or on such later date as is fixed therein.

13. Whosoever infringes any provision of this act or of the regulations shall be liable, on summary proceeding, in addition to the costs, for a first offence, to

fraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au plus un mois et, pour chaque récidive dans les douze mois, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au plus six mois.

14. Le ministre de l'agriculture et la colonisation est chargé de l'exécution de la présente loi.

15. La loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 6, modifiée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 47, est abrogée.

16. La présente loi entrera en vigueur le 1er août 1961.

a fine of not less than twenty-five dollars nor more than one hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than one month and, for every subsequent offence within twelve months, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than six months.

14. The Minister of Agriculture and Colonization shall have charge of the carrying out of this act.

15. The act 2-3 Elizabeth II, chapter 6, amended by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 47, is repealed.

16. This act shall come into force on the 1st of August 1961.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 60

Loi modifiant la Loi des marchés agricoles du Québec

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 7 de la Loi des marchés agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37) est remplacé par le suivant:

"7. Les fonctionnaires et employés de l'Office sont nommés et rémunérés suivant la Loi du service civil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à l'Office tout expert jugé nécessaire et fixer sa rémunération."

2. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe g) par le suivant:

"g) obliger les personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé, à enregistrer leurs noms, adresses et occupations dans un registre tenu par l'Office, et, relativement à ce produit, à tenir des registres ou des écritures, à faire des rapports, à fournir à l'Office des renseignements sur leurs opérations et sur tout ce qui s'y rapporte, et à se prêter à l'examen de leurs livres et documents par les inspecteurs et les enquêteurs de l'Office."

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 60

An Act to amend the Quebec Agricultural Marketing Act

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37) is replaced by the following:

"7. The functionaries and employees of the Board shall be appointed and paid in accordance with the Civil Service Act.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to the Board any requisite expert and fix his remuneration."

2. Section 11 of the said act, amended by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by replacing paragraph g) by the following:

"g. to oblige persons engaged in the production or marketing of any marketed product to register their names, addresses and occupations in a register kept by the Board and, with respect to such product, to keep registers or records, to make reports, to furnish to the Board information as to their operations and everything related thereto, and to permit the examination of their books and documents by the inspectors and investigators of the Board."

3. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 12, les suivants:

"**12a.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs et les enquêteurs de l'Office peuvent, pendant les heures ordinaires de travail, pénétrer dans les établissements et les locaux servant à la mise en marché d'un produit commercialisé et leurs dépendances, examiner les produits qui s'y trouvent, exiger la production des livres, registres et documents relatifs à cette mise en marché et requérir, à ce sujet, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire.

Tout renseignement obtenu par l'effet du présent article ou du paragraphe g de l'article 11 doit être tenu pour confidentiel, utilisé exclusivement à l'usage de l'Office et divulgué seulement sur l'ordre d'un tribunal judiciaire.

"**12b.** Il est interdit d'entraver un inspecteur ou un enquêteur de l'Office dans l'exercice de ses fonctions, de quelque façon que ce soit; de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères; de refuser de lui déclarer ses noms et adresse ou d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi ou des règlements.

Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le président de l'Office et attestant sa qualité."

4. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 20, le suivant:

"**20a.** Dans le projet de plan conjoint, au lieu de spécifier la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer le plan, les requérants peuvent désigner, aux mêmes fins, un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le projet ou une union ou fédération de tels syndicats professionnels ou une société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles.

Lorsque l'exécution d'un plan conjoint est confiée à un tel syndicat professionnel, union, fédération ou société, celui-ci est investi, sous son nom corporatif, de tous les pouvoirs et attributions d'un office de producteurs, et l'Office provincial peut lui déléguer les pouvoirs qu'il juge nécessaires et révoquer cette délégation."

5. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Il détermine par règlement les qualités requises d'un producteur et les conditions à remplir par celui-ci pour être

3. The said act is amended by inserting after section 12, the following sections:

"**12a.** In the discharge of their duties, the inspectors and investigators of the Board may enter, during regular working hours, establishments and premises used for marketing any marketed product and their dependencies, examine the products found therein, require the production of the books, registers and documents relating to such marketing and the giving of such other information related thereto as may be deemed useful or necessary.

All information obtained under this section or paragraph g of section 11 shall be deemed confidential and used only for the purposes of the Board and revealed only on the order of a court of law.

"**12b.** It is forbidden to hinder an inspector or investigator of the Board in any way in the performance of his duties; to mislead or try to mislead him by concealment or by misrepresentation; to refuse to tell him one's name and address or to obey any order he may give under the law or the regulations.

Such inspector or investigator, if so required, shall produce a certificate signed by the president of the Board, attesting his authority."

4. The said act is amended by inserting after section 20, the following section:

"**20a.** In the draft of the joint plan, instead of giving the composition of the producers' board to be entrusted with the carrying out of the plan, the applicants may designate, for the same purposes, a professional syndicate composed exclusively of producers of farm products covered by the draft or a union or federation of such professional syndicates, or a cooperative agricultural association having as its sole object the marketing of such farm products.

Whenever the carrying out of a joint plan is entrusted to such a professional syndicate, union, federation or association, the latter shall be vested, in its corporate name, with all the powers and functions of a producers' board, and the Provincial Board may delegate to it such powers as it deems necessary and revoke such delegation."

5. Section 23 of the said act, amended by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 26, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following:

"It shall determine by regulation the qualifications for a producer and the conditions he must fulfill to be deemed a

considéré comme un producteur dans le sens du présent article et avoir voix au referendum."

6. L'article 24 de ladite loi est modifié:
a) en insérant après le deuxième alinéa, le suivant:

"Toute convention conclue à cette fin n'a d'effet qu'après avoir été homologuée par l'Office.";

b) en ajoutant l'alinéa suivant:
"L'Office peut également modifier le plan conjoint, si cette modification est approuvée par referendum suivant l'article 23."

7. L'article 28 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 62, est de nouveau modifié en retranchant tout ce qui suit les cinq premières lignes.

8. L'article 32 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "des règlements ou d'un plan conjoint", par les mots "des règlements, d'un plan conjoint ou d'une convention conclue en vertu de l'article 24".

9. Les décisions de l'Office des marchés agricoles du Québec, prises avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas invalides du fait qu'elles ont été prises alors que deux membres seulement siégeaient. La présente disposition s'applique aux causes en instance sauf quant aux frais.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

producer within the meaning of this section and to be entitled to vote at the referendum."

6. Section 24 of the said act is amended:
a. by inserting after the second paragraph, the following paragraph:

"Any agreement made for such purpose shall have effect only after it has been confirmed by the Board.";

b. by adding the following paragraph:
"The Board may also amend the joint plan, if such amendment is approved by referendum under section 23."

7. Section 28 of the said act, amended by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 62, is again amended by striking out everything after the first sentence.

8. Section 32 of the said act is amended by replacing the words "of the regulations or of a joint plan", in the second and third lines, by the words "of the regulations, of a joint plan or of an agreement made under section 24".

9. Decisions of the Quebec Agricultural Marketing Board made before the coming into force of this act, shall not be invalid by reason of their having been made when only two members were sitting. This provision shall apply to pending cases except as to costs.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 63

Loi concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile

[Sanctionnée le 19 janvier 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 53 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"**53.** 1. Le propriétaire d'un véhicule-automobile est responsable de toute infraction commise avec ce véhicule à l'encontre des dispositions de la présente loi ou d'un règlement édicté sous son autorité par le lieutenant-gouverneur en conseil ou la

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 63

An Act respecting the penal responsibility of the automobile owner

[Assented to, the 19th of January, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 53 of the Highway Code (Revised Statutes, 1941, chapter 142) is amended by replacing subsection 1 by the following:

"**53.** 1. The owner of a motor vehicle is responsible for any violation, committed with such vehicle, of the provisions of this act or of any regulation made thereunder by the Lieutenant-Governor in Council or the Transportation Board or of any by-

Régie des transports ou d'un règlement visé par l'article 60 ou l'article 61 et décrété par un conseil municipal, le tout à moins qu'il ne prouve que lors de l'infraction, le véhicule était, sans son consentement, en la possession d'un tiers autre que son chauffeur."

2. Les dispositions décrétées par la présente loi s'appliquent aux règlements antérieurement décrétés par la Régie des transports ou un conseil municipal, à l'égard de toute infraction commise avec un véhicule-automobile, même si le règlement ne vise explicitement que le conducteur du véhicule.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

law contemplated by section 60 or section 61 and enacted by a municipal council, the whole unless he proves that at the time of the violation the vehicle was, without his consent, in the possession of a third person other than his chauffeur."

2. The provisions enacted by this act shall apply to regulations or by-laws previously enacted by the Transportation Board or a municipal council, with respect to any offence committed with a motor vehicle, even if the regulation or by-law explicitly contemplates only the operator of the vehicle.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 64

Loi modifiant le Code de la route

[Sanctionnée le 10 mai 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 39, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en insérant dans la première ligne du paragraphe 1°, après les mots "véhicule automobile", les mots "ou "automobile" ";

b) en retranchant dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 12° les mots: "autrement qu'en qualité de chauffeur";

c) en ajoutant, après le paragraphe 19°, le suivant:

"20° Le mot "ministre" désigne le ministre des transports et communications;"

d) en remplaçant les paragraphes 21° et 21a°, par les suivants:

"21° Le mot "ministère" désigne le ministère des transports et communications;

"21a° Le mot "Bureau" désigne le Bureau des véhicules automobiles;"

e) en insérant dans la première ligne du paragraphe 23°, après le mot "s'applique" le mot "exclusivement";

f) en ajoutant, après le paragraphe 25°, le suivant:

"26° Le mot "directeur" désigne le directeur du Bureau des véhicules automobiles."

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 64

An Act to amend the Highway Code

[Assented to, the 10th of May, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Highway Code (Revised Statutes, 1941, chapter 142), amended by section 1 of the act 9 George VI, chapter 39, by section 7 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 3 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by inserting in the first line of paragraph 1, after the words "motor vehicle", the words "or "automobile" ";

b. by striking out the words "otherwise than as a chauffeur" in the third line of paragraph 12;

c. by adding, after paragraph 19, the following paragraph:

"20. The word "Minister" means the Minister of Transportation and Communications;"

d. by replacing paragraphs 21 and 21a by the following paragraphs:

"21. The word "Department" means the Department of Transportation and Communications;

"21a. The word "Bureau" means the "Motor Vehicle Bureau;"

e. by inserting in the first line of paragraph 23, after the word "apply" the word "exclusively";

f. by adding, after paragraph 25, the following paragraph:

"26. The word "director" means the director of the Motor Vehicle Bureau."

2. L'article 2a du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est abrogé.

3. Le dit code est modifié en ajoutant, après l'article 2, la section et les articles suivants:

"SECTION 1a

"DU BUREAU DES VÉHICULES AUTOMOBILES

"2a. Un service pour l'enregistrement des véhicules automobiles et la délivrance des permis est constitué au ministère des transports et communications, sous le nom de Bureau des véhicules automobiles.

"2b. Le Bureau est formé d'un fonctionnaire désigné sous le titre de directeur du Bureau des véhicules automobiles ainsi que des autres fonctionnaires du ministère, chargés de l'exécution de la présente loi relativement à l'enregistrement des véhicules automobiles et à la délivrance des permis.

Le directeur du Bureau et les autres fonctionnaires qui le composent sont nommés et rémunérés suivant la Loi du service civil (chap. 11).

"2c. Le directeur administre et dirige le bureau, sous l'autorité du ministre et sous la surveillance du ministre du revenu en ce qui concerne la perception des droits exigibles."

4. L'article 3 du dit code, modifié par l'article 8 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 13 et par l'article 5 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau";

b) en retranchant le troisième alinéa.

5. Les articles 7, 8 et 10 du dit code sont modifiés en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

6. L'article 11 du dit code, modifié par l'article 11 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 11 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne et dans la dernière ligne du paragraphe 1, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau";

b) en remplaçant dans la sixième ligne du dit paragraphe le mot "revenu" par le mot "Bureau";

c) en ajoutant à la fin du paragraphe 2 l'alinéa suivant:

2. Section 2a of the said Code, enacted by section 4 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is repealed.

3. The said Code is amended by adding, after section 2, the following division and sections:

"DIVISION 1a

"MOTOR VEHICLE BUREAU

"2a. A service for the registration of motor vehicles and the issue of licenses is constituted in the Department of Transportation and Communications, under the name of the Motor Vehicle Bureau.

"2b. The Bureau shall consist of a functionary called the Director of the Motor Vehicle Bureau and the other functionaries of the Department charged with the carrying out of this act with respect to the registration of motor vehicles and the issuing of licenses.

The director of the Bureau and its other functionaries shall be appointed and paid in accordance with the Civil Service Act (chap. 11).

"2c. The director shall administer and manage the Bureau, under the authority of the Minister and the supervision of the Minister of Revenue as regards the collection of the duties payable."

4. Section 3 of the said Code, amended by section 8 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, by section 1 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 13, and by section 5 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing the words "Revenue Branch" wherever they occur therein, by the word "Bureau";

b. by striking out the third paragraph.

5. Sections 7, 8 and 10 of the said Code are amended by replacing the words "Revenue Branch", wherever they occur therein, by the word "Bureau".

6. Section 11 of the said Code, amended by section 11 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 11 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing, in the fourth line and in the last line of subsection 1, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau";

b. by replacing, in the fifth and sixth lines of the said subsection, the words "revenue officer" by the words "officer of the Bureau";

c. by adding at the end of subsection 2 the following sub-paragraph:

"Pour les fins de toute assurance de la responsabilité découlant de la propriété ou de l'usage d'un véhicule automobile la personne qui en a transporté la propriété en est réputée le propriétaire jusqu'à ce que l'avis du transport ait été complété et déposé tel que ci-dessus."

d) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe 4, les mots "bureau du revenu" par le mot "directeur".

7. L'article 13 du dit code, modifié par l'article 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est remplacé par le suivant:

"13. Le directeur peut refuser l'enregistrement d'un véhicule automobile ou en restreindre les effets. Il peut aussi annuler un tel enregistrement ou en suspendre les effets et exiger la remise du certificat et des plaques."

8. L'article 14 du dit code, modifié par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 13 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

9. L'article 15 du dit code, modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 24, par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 13 et par l'article 14 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau";

b) en retranchant le second alinéa du paragraphe 4.

10. Les articles 16, 19 et 20 du dit code sont modifiés en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

11. L'article 21 du dit code, modifié par l'article 17 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 19 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du cinquième alinéa du paragraphe 1, les mots "ministre des finances" par le mot "ministre".

12. L'article 22 du dit code, modifié par l'article 18 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 20 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié, en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

"For the purposes of any insurance of the liability arising out of the ownership or use of a motor vehicle the person who has transferred the ownership thereof shall be deemed to be the owner until the notice of the transfer has been completed and deposited as above prescribed."

d. by replacing, in the eighth line of subsection 4, the words "Revenue Branch" by the word "director".

7. Section 13 of the said Code amended by section 12 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is replaced by the following:

"13. The director may refuse the registration of a motor vehicle or limit its effects. He may also annul such registration or suspend its effects and require that the registration certificate and the registration markers be returned."

8. Section 14 of the said Code, amended by section 12 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 13 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

9. Section 15 of the said Code, amended by section 1 of the act 7 George VI, chapter 24, by section 13 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 13, and by section 14 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau";

b. by striking out the second paragraph of subsection 4.

10. Sections 16, 19 and 20 of the said Code are amended by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

11. Section 21 of the said Code, amended by section 17 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 19 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau";

b. by replacing, in the fifth line of the fourth paragraph of subsection 1, the words "Minister of Finance" by the word "Minister".

12. Section 22 of the said Code, amended by section 18 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 20 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

13. L'article 24 du dit code, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13, par l'article 19 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 21 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots "ministre des finances" par le mot "directeur";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

14. L'article 25 du dit code, modifié par l'article 20 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 13 et par l'article 22 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes du paragraphe 1, les mots "l'officier de circulation" par les mots "l'agent de la paix";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 2, les mots "contrôleur du revenu" par le mot "directeur";

c) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 3, les mots "service des véhicules automobiles du gouvernement de la province" par le mot "Bureau".

15. L'article 26 du dit code, remplacé par l'article 3 de la loi 6 George VI, chapitre 43, modifié par l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 23 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

16. L'article 29 du dit code, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 47 et remplacé par l'article 26 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié en ajoutant à la fin, la phrase suivante: "Le présent alinéa ne s'applique pas à une sirène qui ne peut se déclencher qu'au cas de cambriolage".

17. L'article 36 du dit code, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 24 et remplacé par l'article 34 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié

a) en insérant dans la septième ligne du paragraphe 14, après le mot "arrêt", les mots "ou de priorité";

b) en remplaçant dans la huitième ligne du paragraphe 18 et dans la huitième ligne du paragraphe 19, le mot "médiante" par le mot "latérale".

18. L'article 37 du dit code, remplacé par l'article 24 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16 et par l'article 34 de la loi 8-9

13. Section 24 of the said Code, amended by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13, by section 19 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 21 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing, in the first line of the first paragraph, the words "Minister of Finance" by the word "Director";

b. by replacing, in the sixth line of the first paragraph, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

14. Section 25 of the said Code, amended by section 20 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 13, and by section 22 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing, in the ninth line of subsection 1, the word "road" by the word "peace";

b. by replacing, in the fifth and sixth lines of subsection 2, the words "Comptroller of Provincial Revenue" by the word "director";

c. by replacing, in the fifth and sixth lines of subsection 3, the words "motor vehicles branch of the government of the province" by the word "Bureau".

15. Section 26 of the said Code, replaced by section 3 of the act 6 George VI, chapter 43, amended by section 21 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 16, and by section 23 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended by replacing, wherever they occur therein, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

16. Section 29 of the said Code, amended by section 1 of the act 11 George VI, chapter 47 and replaced by section 26 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended by adding thereto at the end, the following sentence: "This paragraph shall not apply to a siren that cannot be actuated except in case of burglary."

17. Section 36 of the said Code, amended by section 2 of the act 7 George VI, chapter 24 and replaced by section 34 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended

a. by inserting in the sixth line of subsection 14, after the word "sign", the words "or priority sign";

b. by replacing in the seventh line of subsection 18 and in the seventh line of subsection 19, the word "centre" by the word "lateral".

18. Section 37 of the said Code, replaced by section 24 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16 and by section

Elizabeth II, chapitre 67, est modifié en remplaçant à la fin le mot "continu" par le mot "intermittent".

19. Le dit code est modifié en insérant, après l'article 37, les suivants:

"**37a.** Aux lieux où des signaux lumineux sont installés les conducteurs de véhicules doivent

a) en face du feu vert, se mettre en marche;

b) en face du feu jaune, arrêter avant la croisée à moins qu'ils n'y soient engagés ou en soient si près qu'il leur serait impossible de le faire sans danger;

c) en face du feu rouge, arrêter à la croisée;

d) en face d'un feu vert en forme de flèche, ils peuvent se mettre en marche dans la direction indiquée.

"**37b.** Les piétons sont tenus d'obéir aux signaux lumineux comme les conducteurs de véhicules sauf s'il y a pour eux des signaux spéciaux; ils doivent alors s'y conformer exclusivement."

20. L'article 41 du dit code, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 43, par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 13, et remplacé par l'article 36 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié en retranchant dans la deuxième ligne de l'alinéa c du paragraphe 1 les mots "d'un autobus,".

21. L'article 49b du dit code, édicté par l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 33 et remplacé par l'article 5 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié en remplaçant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du sous-paragraphe c, les mots "service de l'administration provinciale chargé de l'exécution de la présente loi" par le mot "Bureau".

22. L'article 49d du dit code, édicté par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 28 et remplacé par l'article 44 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié

a) en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau";

b) en insérant dans la première ligne du paragraphe 1, après le mot "disposition", les mots et chiffres "de l'article 37b ou".

23. L'article 50 du dit code, modifié par l'article 30 de la loi 1-2 Elizabeth II,

34 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended by replacing in the last line the word "continuous" by the word "intermittent".

19. The said Code is amended by inserting, after section 37, the following sections:

"**37a.** At places where signal-lights are installed, drivers of vehicles must

a. when faced by a green light, proceed;

b. when faced by an amber light, stop before the intersection unless already engaged therein or so close to it that it would be impossible to do so without danger;

c. when faced by a red light, stop at the intersection;

d. when faced by a green light in the shape of an arrow, they may proceed in the direction indicated.

"**37b.** Pedestrians must obey signal lights in the same manner as drivers of vehicles unless there are special signals for them, in which case they must obey such signals only."

20. Section 41 of the said Code, amended by the acts 6 George VI, chapter 43, section 4; 1-2 Elizabeth II, chapter 13, section 4; 2-3 Elizabeth II, chapter 9, section 1, and 5-6 Elizabeth II, chapter 13, section 7, and replaced by section 36 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended by striking out in the second line of paragraph c of subsection 1 the words "an autobus,".

21. Section 49b of the said Code, enacted by section 5 of the act 14-15 George VI, chapter 33 and replaced by section 5 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, is amended by replacing, in the second, third and fourth lines of subparagraph c, the words "branch of the provincial administration charged with the carrying out of this act" by the word "Bureau".

22. Section 49d of the said Code, enacted by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, amended by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 28, and replaced by section 44 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended

a. by replacing the words "Revenue Branch" wherever they occur therein by the word "Bureau";

b. by inserting after the word "provision" in the first line of paragraph 1, the words "of section 37b or".

23. Section 50 of the said Code, amended by section 30 of the act 1-2

chapitre 16, est de nouveau modifié en remplaçant, le mot "département" par le mot "Bureau".

24. L'article 53 du dit code est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Sauf le cas visé au paragraphe 3, le propriétaire qui prouve ne pas être le conducteur du véhicule n'est cependant pas responsable d'une infraction à l'un des articles 36, 36*b*, 36*c*, 36*d* paragraphe 1, 37, 38 paragraphes 1 ou 2, 41, 46*a*, 49*b* paragraphe *d*, ou 72".

25. L'article 61 du dit code, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 46, par l'article 9 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13 et par l'article 48 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 8°, les nombres et le mot "36, 37, 38 et 39" par les nombres et le mot "36, 36*a* à 36*d*, 37, 37*a*, 37*b*, 38 et 39".

26. L'article 72 du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46 et modifié par l'article 40 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, est de nouveau modifié

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots "ministère, à Québec" par le mot "Bureau";

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le propriétaire et le conducteur du véhicule automobile doivent de même faire rapport de l'accident lorsqu'il n'a pas été immédiatement porté à la connaissance d'une personne visée au paragraphe *a* ou au paragraphe *b*."

27. L'article 79 du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46 et modifié par l'article 44 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, est de nouveau modifié en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, et dans la dernière ligne du troisième alinéa, le mot "département" par le mot "Bureau".

28. L'article 81 du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46 et modifié par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13, et par l'article 45 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, est de nouveau modifié

a) en remplaçant dans les huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa, le mot "département" par le mot "Bureau";

b) en ajoutant l'alinéa suivant:
"Le présent article ne s'applique pas aux jugements rendus à la suite d'un accident d'automobile survenu après le 30 septembre 1961".

Elizabeth II, chapter 16, is again amended by replacing the word "Department" by the word "Bureau".

24. Section 53 of the said Code is amended by replacing subsection 2 by the following:

"2. Except in the case referred to in subsection 3, the owner who proves that he is not the driver of the vehicle shall not, however, be responsible for a violation of any of sections 36, 36*b*, 36*c*, 36*d* subsection 1, 37, 38 subsection 1 or 2, 41, 46*a*, 49*b* paragraph *d*, or 72."

25. Section 61 of the said Code, amended by section 2 of the act 13 George VI, chapter 46, by section 9 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13, and by section 48 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended by replacing, in the sixth line of paragraph 8, the numbers and word "36, 37, 38 and 39" by the numbers and words "36, 36*a* to 36*d*, 37, 37*a*, 37*b*, 38 and 39".

26. Section 72 of the said Code, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46 and amended by section 40 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, is again amended

a. by replacing in the fourth and fifth lines of the first paragraph, the words "Department, at Québec" by the word "Bureau";

b. by replacing the last paragraph by the following:

"The owner and the driver of the motor vehicle shall likewise make a report of the accident unless it has immediately been brought to the notice of a person referred to in paragraph *a* or paragraph *b*."

27. Section 79 of the said Code, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, and amended by section 44 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, is again amended by replacing, in the fifth line of the second paragraph and in the last line of the third paragraph, the word "department" by the word "Bureau".

28. Section 81 of the said Code, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46 and amended by section 12 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13, and by section 45 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, is again amended

a. by replacing the word "Department" in the seventh line of the second paragraph, by the word "Bureau";

b. by adding the following paragraph:
"This section shall not apply to judgments rendered in consequence of an automobile accident occurring after the 30th of September 1961."

29. L'article 82 du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46 et remplacé par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13 et par l'article 51 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du second alinéa, les mots "bureau du revenu" par le mot "Bureau".

30. L'article 83 du dit code, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 46 et modifié par l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13, par l'article 46 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, et par l'article 52 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le mot "département", dans la dernière ligne du premier alinéa, par le mot "Bureau";

b) en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, le mot "ministre des finances" par le mot "directeur".

31. L'article 83a du dit code, édicté par l'article 10 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié en retranchant dans la douzième ligne les mots "du ministre des finances".

32. L'article 83b du dit code, édicté par l'article 10 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié:

a) en retranchant dans les onzième et douzième lignes les mots "du ministre des finances";

b) en retranchant dans la quatorzième ligne et dans les dix-neuvième et vingtième lignes, les mots "du Service des véhicules automobiles".

33. Les dispositions remplacées par l'article 23 demeurent en vigueur jusqu'au 1er octobre 1961.

34. La présente loi entrera en vigueur le 1er juillet 1961, sauf le paragraphe b de l'article 4 et le paragraphe b de l'article 9 qui entreront en vigueur le 1er octobre 1961.

29. Section 82 of the said Code, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46, and replaced by section 13 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13 and by section 51 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is amended by replacing in the second line of the second paragraph, the words "Revenue Branch" by the word "Bureau".

30. Section 83 of the said Code, enacted by section 4 of the act 13 George VI, chapter 46 and amended by section 14 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13, by section 46 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, and by section 52 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended

a. by replacing the word "Department", in the last line of the first paragraph, by the word "Bureau";

b. by replacing, in the first line of the second paragraph, the words "Minister of Finance" by the word "director".

31. Section 83a of the said Code, enacted by section 10 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, is amended by replacing in the eleventh and twelfth lines the words "office of the Minister of Finance" by the word "Bureau".

32. Section 83b of the said Code, enacted by section 10 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, is amended

a. by replacing, in the eleventh and twelfth lines, the words "office of the Minister of Finance" by the word "Bureau";

b. by striking out in the thirteenth and fourteenth lines and in the eighteenth and nineteenth lines, the words "of the Motor Vehicle Bureau".

33. The provisions replaced by section 23 shall remain in force until the 1st of October 1961.

34. This act shall come into force on the 1st of July 1961, except paragraph b of section 4 and paragraph b of section 9 which shall come into force on the 1st of October 1961.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 73

Loi modifiant la Loi des relations
ouvrières

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30), est modifiée en insérant après l'article 10, le suivant:

"10a. L'aliénation ou la concession totale ou partielle d'une entreprise autrement que par vente en justice n'invalide aucun certificat émis par la Commission, aucune convention collective, ni aucune procédure en vue de l'obtention d'un certificat ou de la conclusion ou de l'exécution d'une convention collective.

Sans égard à la division, à la fusion ou au changement de structure juridique de l'entreprise, le nouvel employeur est lié par le certificat ou la convention collective comme s'il y était nommé et devient par le fait même partie à toute procédure s'y rapportant, aux lieu et place de l'employeur précédent.

La Commission peut rendre toute ordonnance jugée nécessaire pour constater la transmission de droits et d'obligations visée au présent article et régler toute difficulté découlant de l'application du présent article."

2. L'article 11 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Une partie à une convention collective peut donner un semblable avis dans les soixante jours précédant son expiration."

3. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la sixième ligne les mots "à la Commission" par les mots "au ministre".

4. L'article 13 de ladite loi est modifié en retranchant dans les première et deuxième lignes les mots "la Commission en informe" et le mot "qui".

5. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"14. Le conciliateur fait rapport au ministre dans les quatorze jours de la réception de ses instructions ou dans le délai ultérieur dont les parties conviennent par écrit.

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 73

An Act to amend the Labour Relations
Act

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Labour Relations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 162A, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 30, is amended by inserting after section 10, the following section:

"10a. The alienation of an undertaking otherwise than by judicial sale or its operation by another, in whole or in part, shall not invalidate any certificate issued by the Board, any collective agreement or any proceeding for the securing of a certificate or for the making or carrying out of a collective agreement.

The new employer, notwithstanding the division, amalgamation or changed legal structure of the undertaking, shall be bound by the certificate or collective agreement as if he were named therein and shall become *ipso facto* a party to any proceeding relating thereto, in the place and stead of the former employer.

The Board may make any order deemed necessary to record the transfer of rights and obligations provided for in this section and settle any difficulty arising out of the application thereof."

2. Section 11 of the said act is amended by adding the following paragraph:

"A party to a collective agreement may give such a notice within the sixty days preceding its expiration."

3. Section 12 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the fifth line by the word "Minister".

4. Section 13 of the said act is amended by striking out the words "the Board shall inform" in the second line, and the words "thereof and the latter" in the third line.

5. Section 14 of the said act is replaced by the following:

"14. The conciliation officer shall report to the Minister within fourteen days of receiving his instructions or within such further delay as the parties agree to in writing.

Si le rapport atteste que l'entente n'a pas été possible, le ministre nomme un conseil d'arbitrage suivant la Loi des différends ouvriers de Québec (chap. 167), le rapport du conciliateur tenant lieu de la demande prévue en ladite loi.

Le conseil d'arbitrage ainsi nommé doit faire rapport dans les quarante-cinq jours suivant la date du rapport du conciliateur, en déclarant simplement s'il y a eu entente ou si le désaccord persiste, à moins que les parties ne conviennent par écrit de s'en rapporter à sa décision."

6. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant :

"24. 1. Toute grève ou contre-grève est interdite tant qu'une association de salariés n'a pas été reconnue comme représentant du groupe de salariés en cause et que l'un ou l'autre des délais ci-après ne s'est écoulé

a) quatorze jours depuis la réception par le ministre d'un rapport d'un conseil d'arbitrage constatant qu'un désaccord persiste sur la conclusion ou le renouvellement d'une convention collective;

b) soixante-quinze jours, ou, s'il s'agit de la conclusion d'une première convention, quatre-vingt-dix jours, depuis la réception par le ministre de l'avis prévu à l'article 12.

2. A compter de la production d'une requête à la Commission en vue de la reconnaissance d'une association et jusqu'à l'expiration de l'un des délais ci-dessus mentionnés, un employeur ne doit pas changer les conditions de travail de ses salariés, sauf en exécution d'une convention collective avec une association de salariés reconnue comme représentant du groupe de salariés en cause ou avec l'assentiment écrit de telle association.

3. Pendant le temps visé au paragraphe précédent, il est interdit à une association de salariés d'enjoindre ou conseiller à ses membres de ne pas continuer à fournir leurs services à leur employeur aux mêmes conditions de travail.

4. Toute grève ou contre-grève est interdite en toute circonstance pendant la durée d'une convention collective.

5. Tout grief résultant de l'interprétation ou de l'application d'une convention collective doit être soumis à l'arbitrage en la manière prévue dans ladite convention si elle y pourvoit; sinon en la manière prévue par la Loi des différends ouvriers de Québec (chap. 167). Le rapport du président du conseil d'arbitrage constitue la sentence à défaut de majorité. Dans tous les cas, la sentence lie les parties.

6. Tout grief autre que ceux visés au paragraphe précédent ne peut être réglé que de la façon prévue dans la conven-

If the report shows that agreement has been impossible, the Minister shall appoint a council of arbitration pursuant to the Quebec Trade Disputes Act (chap. 167), the report of the conciliation officer taking the place of the application contemplated in the said act.

The council of arbitration so appointed shall report within the forty-five days following the date of the conciliation officer's report, declaring merely if agreement has been reached or if there is still disagreement, unless the parties agree in writing to abide by its decision."

6. Section 24 of the said-act is replaced by the following:

"24. 1. Any strike or lock-out is prohibited so long as an association of employees has not been recognized as representing the group of employees concerned, and so long as none of the following delays has elapsed:

a. fourteen days since receipt by the Minister of a report of a council of arbitration establishing that there is still disagreement as to the making or renewal of a collective agreement;

b. seventy-five days or, in the case of the making of a first agreement, ninety days, since receipt by the Minister of the notice referred to in section 12.

2. From the filing of a petition to the Board for the recognition of an association and until the expiration of one of the above mentioned delays, an employer shall not change the conditions of employment of his employees, except in the carrying out of a collective agreement with an association of employees recognized as representing the group of employees concerned or with the written consent of such association.

3. During the time referred to in the preceding subsection, it is forbidden for any association of employees to enjoin or advise its members not to continue furnishing their services to their employer under the same conditions of employment.

4. Any strike or lock-out is prohibited under any circumstances during the period of a collective agreement.

5. Any complaint resulting from the interpretation or application of a collective agreement must be submitted to arbitration in the manner provided in the said agreement if it so provides, otherwise in the manner provided by the Quebec Trade Disputes Act (chap. 167). The report of the chairman of the council of arbitration shall constitute the award if a majority is lacking. In all cases, the award shall bind the parties.

6. No complaint other than those contemplated in the preceding subsection shall be settled otherwise than in the

tion collective et dans la mesure où elle y pourvoit.

7. Rien dans le présent article n'empêche une interruption de travail qui ne constitue pas une grève ou une contre-grève."

7. L'article 30 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 8, est modifié

a) en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "d'un vice-président" par les mots "d'un premier et d'un second vice-président";

b) en remplaçant dans la neuvième ligne les mots "le vice-président" par les mots "les vice-présidents".

8. L'article 33 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 8, est modifié

a) en remplaçant dans la troisième ligne du premier alinéa le mot "le" par le mot "un";

b) en remplaçant dans la quatrième ligne du second alinéa le mot "du" précédant le mot "vice-président" par le mot "un";

c) en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le président ou, en son absence ou incapacité d'agir, le premier vice-président, désigne les membres de la Commission pour chaque séance et peut modifier en tout temps cette désignation."

9. L'article 35a de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 8, est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne du premier alinéa et dans la première ligne du quatrième alinéa, le mot "le" précédant le mot "vice-président" par le mot "un".

10. La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 35, le suivant:

"35b. Les décisions de la Commission doivent être motivées, communiquées aux parties et gardées dans un greffe accessible au public.

Le présent article ne s'applique pas aux décisions relatives à une autorisation visée à l'article 49."

11. Les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 24 de la dite loi décrétées par l'article 6 de la présente loi ne s'appliquent pas aux conventions collectives présentement en vigueur, lesquelles demeurent régies par les dispositions du paragraphe 2 du texte actuel de cet article jusqu'à leur expiration ou leur renouvellement après le 1er août 1961.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction sauf les articles 5 et

manner provided in the collective agreement and to the extent therein provided.

7. Nothing in this section shall prevent an interruption of work that is not a strike or a lock-out."

7. Section 30 of the said act, replaced by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 8, is amended

a. by replacing the words "a vice-chairman" in the second line by the words "a first and a second vice-chairman";

b. by replacing the word "vice-chairman" in the tenth line by the word "vice-chairmen".

8. Section 33 of the said act, replaced by section 3 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 8, is amended

a. by replacing the word "the" in the second line of the first paragraph by the word "a";

b. by replacing the word "the" in the fourth line of the second paragraph by the word "a";

c. by adding the following paragraph:

"The chairman or, in his absence or inability to act, the first vice-chairman, shall appoint the members of the Board for each sitting and may change such appointment at any time."

9. Section 35a of the said act, replaced by section 4 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 8, is amended by adding before the word "vice-chairman", in the fourth line of the first paragraph and in the first line of the fourth paragraph, the word "a".

10. The said act is amended by adding, after section 35, the following:

"35b. The decisions of the Board shall state the grounds on which they are based and be communicated to the parties and kept in a record-office accessible to the public.

This section shall not apply to decisions relating to an authorization referred to in section 49."

11. The provisions of subsections 4, 5 and 6 of section 24 of the said act enacted by section 6 of this act shall not apply to collective agreements now in force, which shall continue to be governed by the provisions of subsection 2 of the present text of that section until they expire or are renewed after the 1st of August 1961.

12. This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 5

6 qui entreront en vigueur le 1er août 1961.

and 6 which shall come into force on the 1st of August 1961.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 74

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 74

Loi concernant la convention collective dans l'industrie de la construction

An Act respecting collective agreements in the construction industry

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

[Assented to, the 10th of June, 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. La Loi de la convention collective (Statuts refondus, 1941, chapitre 163) est modifiée en insérant après l'article 10, le suivant:

1. The Collective Agreement Act (Revised Statutes, 1941, chapter 163) is amended by inserting, after section 10, the following section:

"10a. Dans l'industrie de la construction, le décret peut rendre obligatoire une disposition de la convention stipulant l'interdiction de grève, contre-grève, ralentissement de travail et piquetage.

"10a. In the construction industry, the decree may render obligatory a provision of the agreement prohibiting strikes, lock-outs, slackening of work and picketing.

Le décret, en ce cas, a pour effet de suspendre pour toute sa durée, pour les employeurs et salariés qu'il régit et leurs associations, l'application des articles 4 à 17 de la Loi des relations ouvrières (chap. 162A)."

In such case, the effect of the decree shall be to suspend for the whole duration thereof, for the employers and employees governed by it and their associations, the application of sections 4 to 17 of the Labour Relations Act (chap. 161A)."

2. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 20a ajouté par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 38, le suivant:

2. The said act is amended by inserting after section 20a, added by section 2 of the act 10 George VI, chapter 38, the following section:

"20b. Dans une région soumise à un décret rendant obligatoire une convention stipulant l'interdiction visée à l'article 10a et où est en activité une commission d'apprentissage de métiers de la construction, le comité peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, obliger, avec les exceptions qu'il juge à propos, les salariés à obtenir périodiquement un certificat de contrôle pour fins de surveillance de l'apprentissage ou de la compétence professionnelle, et à verser à titre d'honoraire mensuel, une somme n'excédant pas le salaire horaire fixé par le décret pour leur catégorie. Déduction faite des frais d'administration, les sommes ainsi perçues sont versées à telle commission d'apprentissage pour être employées aux fins indiquées dans le présent article."

"20b. In a region subject to a decree rendering obligatory an agreement containing the prohibition referred to in section 10a, and where an apprenticeship commission for the construction trades is functioning, the committee, by regulation approved by the Lieutenant-Governor in Council, may compel employees, with such exceptions as it may deem proper, to obtain periodically a certificate of control for the purposes of supervision over apprenticeship or occupational competency, and to pay, as a monthly fee, a sum not exceeding the hourly wage fixed by the decree for their category. After deduction of the cost of administration the sums so collected shall be paid to such apprenticeship commission to be used for the purposes mentioned in this section."

3. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 45, le suivant:

3. The said act is amended by inserting, after section 45, the following section:

"45a. Lorsque le décret contient l'interdiction de grève, contre-grève, ralentissement du travail et piquetage, quiconque enfreint, de quelque manière, cette interdiction commet un acte illégal et est

"45a. When the decree contains a prohibition of strikes, lock-outs, slackening of work and picketing, whosoever infringes such prohibition in any way commits an unlawful act and shall be liable

passible d'une amende n'excédant pas cent dollars et les frais, pour la première infraction, et d'une amende n'excédant pas mille dollars et les frais pour chaque récidive dans les douze mois."

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

to a fine not exceeding one hundred dollars and costs for the first offence, and to a fine not exceeding one thousand dollars and costs for each subsequent offence within twelve months."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 75

Loi modifiant la Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés (13 George VI, chapitre 26) est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"A la demande d'une association accréditée pour représenter les employés d'une corporation municipale ou une catégorie de ces employés, le ministre peut, en ce qui concerne ces employés ou cette catégorie, selon le cas, révoquer le membre du conseil d'arbitrage nommé sur la recommandation prévue à l'article 4, avant l'expiration du temps pour lequel il a été désigné et le remplacer, pour le temps qui reste à courir, par la personne recommandée par cette association.

A la demande d'une corporation municipale, le ministre peut révoquer le membre du conseil d'arbitrage nommé sur la recommandation prévue à l'article 3, avant l'expiration du temps pour lequel il a été désigné, et le remplacer pour le temps qui reste à courir par la personne recommandée par cette corporation.

Dans tous les cas, la personne révoquée reste en fonctions seulement pour terminer les instances dont elle est alors saisie et dont l'audition est terminée."

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 75

An Act to amend the Act respecting municipal and school corporations and their employees

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Act respecting municipal and school corporations and their employees (13 George VI, chapter 26) is amended by adding the following paragraphs:

"At the request of an association authorized to represent the employees of a municipal corporation or a category of such employees, the Minister may, as regards such employees or such category, as the case may be, remove the member of the council of arbitration appointed on the recommendation provided for in section 4, before the expiry of the term for which he was appointed, and replace him for the balance of the term by the person recommended by such association.

At the request of a municipal corporation, the Minister may remove the member of the council of arbitration appointed on the recommendation provided for in section 3, before the expiry of the term for which he was appointed, and replace him for the balance of the term by the person recommended by such corporation.

In such cases, the person removed shall only remain in office to dispose of the cases then pending before him and the hearing of which is terminated."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 83

Loi concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie

[Sanctionnée le 25 mai 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en insérant après le chapitre 219 le suivant:

"CHAPITRE 219A

LOI AUTORISANT LES CITÉS ET VILLES À CONSTITUER DES FONDS INDUSTRIELS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des fonds industriels*.

2. Toute corporation de cité ou de ville est autorisée à constituer un fonds industriel d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales avec l'assentiment du ministre de l'industrie et du commerce pourvu que le règlement municipal décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunt par la loi qui régit la municipalité.

3. Quand le règlement décrétant la constitution du fonds industriel a été approuvé, le conseil municipal peut, par règlement ne requérant pas d'autre approbation que celles du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, faire un ou plusieurs emprunts, dont le total n'excède pas le montant du fonds industriel, pour acquérir à l'amiable ou par expropriation ou construire des immeubles pour fins industrielles.

4. La corporation municipale peut, aux conditions qu'elle détermine, vendre ou louer pour fins industrielles un immeuble qu'elle possède pourvu que le prix de vente au comptant ne soit pas inférieur au coût de cet immeuble, que le prix de vente à terme soit suffisant pour couvrir le prix d'achat et les intérêts et que le prix de location soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relatives à cet immeuble soit pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, les assurances, l'entretien et les taxes municipales et scolaires.

5. L'argent provenant des ventes ou locations doit être employé à l'extinction

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 83

An Act respecting assistance to industry by municipal corporations

[Assented to, the 25th of May, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by inserting after chapter 219 the following:

"CHAPTER 219A

AN ACT TO AUTHORIZE CITIES AND TOWNS TO ESTABLISH INDUSTRIAL FUNDS

1. This act may be cited as the *Industrial Funds Act*.

2. Any city or town corporation is authorized to establish an industrial fund in an amount determined by the Minister of Municipal Affairs with the assent of the Minister of Industry and Commerce, provided that the municipal by-law ordering the establishment of such fund receives all the approvals required for loan by-laws by the law governing the municipality.

3. After the by-law ordering the establishment of the industrial fund has been approved, the municipal council, by by-law requiring no other approval than those of the Minister of Industry and Commerce, the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, may effect one or more loans the total of which shall not exceed the amount of the industrial fund, to acquire by agreement or expropriation, or to erect immoveables for industrial purposes.

4. The municipal corporation on such conditions as it may determine, may sell or lease for industrial purposes an immoveable owned by it provided that the cash selling price is not less than the cost of such immoveable, that the price of sale with a term is sufficient to cover the purchase price and interest and that the rent is sufficient to cover all the annual expenses respecting such immoveable for amortization and interest on the purchase price, insurance, maintenance and municipal and school taxes.

5. The money derived from the sales or leases shall be used to extinguish the

des obligations contractées par la corporation municipale, au paiement des intérêts et autres dépenses encourues pour ces opérations. Tout surplus doit être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation est soumise à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales.

6. Toute vente à terme consentie en vertu des dispositions de la présente loi doit être garantie par première hypothèque.

Sur preuve de la suffisance de la garantie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre une vente garantie par seconde hypothèque.

7. Si la corporation municipale, en vue de protéger sa créance, reprend l'immeuble hypothéqué en sa faveur, elle peut ensuite le revendre ou louer aux conditions approuvées par le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des affaires municipales. Le produit de la revente ou location est régi par l'article 5.

8. Les opérations du fonds industriel doivent faire l'objet d'un compte spécial de la corporation municipale et figurer sur son rapport financier annuel dans une section distincte.

9. Les dispositions de la présente loi ont effet à l'encontre de toute disposition inconciliable."

2. L'article 2 de la Loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 220) est modifié en insérant dans la sixième ligne du premier alinéa, après le mot "commercial", les mots "autrement que de la façon prévue à la Loi des fonds industriels (chapitre 219A)".

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

liabilities incurred by the municipal corporation, to pay the interest and other expenses incurred for such operations. Any surplus shall be deposited in a special fund the use of which shall be subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs.

6. Any sale with a term made under this act must be secured by first hypothec.

Upon proof of the sufficiency of the security, the Lieutenant-Governor in Council may however authorize a sale secured by second hypothec.

7. If the municipal corporation, in order to protect its claim, takes back an immoveable hypothecated in its favour, it may subsequently resell or lease the same on such conditions as are approved by the Minister of Industry and Commerce and the Minister of Municipal Affairs. The proceeds of the resale or lease shall be governed by section 5.

8. The operations of the industrial fund must be entered in a special account of the municipal corporation and appear in its annual financial statement under a separate heading.

9. The provisions of this act shall have effect notwithstanding any inconsistent provision."

2. Section 2 of the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1941, chapter 220) is amended by inserting in the fifth line of the first paragraph, after the word "establishment", the words "otherwise than in the manner provided in the Industrial Funds Act (chapter 219A)".

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 84

Loi modifiant la Loi des cités et villes

[Sanctionnée le 10 juin 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 1

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 84

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Assented to, the 10th of June, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Cities and Towns Act; amended by section 1 of the act 6 George VI, chapter 57, and by section 1 of

de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, émettre des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet, n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle de Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné, dans la municipalité, conformément à l'article 372 et, si le ministre des affaires municipales l'exige, cet avis doit être publié en français dans un journal français, et en anglais dans un journal anglais, publiés ou en circulation dans la municipalité.

Le ministre des affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'imprimeur de la reine doit insérer dans chaque volume des statuts de la province une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes émises avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent,";

b) en retranchant le paragraphe 3.

2. L'article 12 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"3. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'on a établi à sa satisfaction que des circonstances exceptionnelles l'exigent, ériger en municipalité de ville le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal, même si ce territoire comprend une population moindre que deux mille âmes."

3. L'article 124 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 22 et par l'article 4 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, est de nouveau modifié en insérant, dans la troisième ligne après le mot "alors", les mots "dans la municipalité,".

4. L'article 171 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "dix centins" par les mots "vingt cents".

5. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 173b, édicté par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, le suivant:

the act 8-9 Elizabeth II, chapter 76, is again amended

a. by replacing subsection 2 by the following:

"2. The Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of any city or town corporation, even if it is not governed by this act, may issue letters patent to replace in whole or in part the provisions of its charter by those of this act. Such changes by letters patent shall have the same force and effect as if made by statute.

Such petition cannot be submitted to the Lieutenant-Governor in Council unless a notice summarizing briefly the object thereof has been published at least one month beforehand in the *Quebec Official Gazette*; within the same delay a public notice must be given, in the municipality, in conformity with section 372 and, if the Minister of Municipal Affairs so requires, such notice must be published in French in a French newspaper, and in English in an English newspaper, published or in circulation in the municipality.

The Minister of Municipal Affairs shall cause such letters patent to be published in the *Quebec Official Gazette* with a notice stating the date of their coming into force. The Queen's Printer shall insert in each volume of the statutes of the Province a table stating the date of the coming into force of the letters patent issued before the printing thereof and the legislative provisions that they repeal,";

b. by striking out subsection 3.

2. Section 12 of the said act is amended by adding the following subsection:

"3. Nevertheless the Lieutenant-Governor in Council, whenever it is shown to his satisfaction that exceptional circumstances so require, may erect as a town municipality the territory of any municipality governed by the Municipal Code, even if the population of such territory is less than two thousand souls."

3. Section 124 of the said act, amended by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 22, and by section 4 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 36, is again amended by inserting, in the third line, after the word "then", the words "in the municipality,".

4. Section 171 of the said act is amended by replacing, in the fourth line, the word "ten" by the word "twenty".

5. The said act is amended by inserting, after section 173b, enacted by section 3 of the act 2-3, Elizabeth II chapter 32, the following section:

"173c. Le conseil d'une cité ou ville où la date des élections est fixée par loi spéciale peut, par règlement adopté à la majorité absolue de ses membres et approuvé par le ministre des affaires municipales, décréter que l'élection générale du maire et des échevins de la municipalité aura lieu le premier lundi juridique de février ou le premier lundi juridique de novembre.

Tel règlement n'entre en vigueur que six mois après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il doit fixer la date de la prochaine élection de façon à ne pas prolonger la durée des fonctions des membres du conseil.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également lorsque, d'après la charte de la municipalité, tous les membres du conseil ne sont pas élus en même temps; le règlement a alors pour effet de mettre fin à ce régime à compter de la prochaine élection."

6. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 380, le suivant:

"380a. De sa propre initiative ou à la demande d'au moins vingt contribuables, le conseil peut soumettre aux électeurs municipaux toute question pouvant faire l'objet d'une décision du conseil.

La question est définie par résolution du conseil et le vote des électeurs est pris en nombre seulement.

Le vote est pris en la manière prévue aux articles 399 à 410 dont les dispositions s'appliquent *mutatis mutandis*.

Le conseil peut exiger des requérants la somme qu'il croit juste pour couvrir les frais du vote."

7. L'article 404 de ladite loi, remplacé par l'article 11 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "six" par le mot "sept".

8. L'article 405a de ladite loi, édicté par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, est abrogé.

9. L'article 423 de ladite loi remplacé par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 39 et modifié par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 41 et par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du deuxième alinéa les mots "ou que le ministre ne l'ait antérieurement approuvé."

10. L'article 429 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 60, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, par l'article 14 de la loi 2-3 Elizabeth II,

"173c. The council of a city or town where the date for the elections is fixed by special act may order, by by-law passed by the absolute majority of its members and approved by the Minister of Municipal Affairs, that the general election for the mayor and aldermen of the municipality shall be held on the first juridical Monday of February or the first juridical Monday of November.

Such by-law shall not come into force until six months after it has been published in the *Quebec Official Gazette*. It shall fix the date for the next election so as not to prolong the term of office of the members of the council.

The above provisions shall also apply whenever, under the charter of the municipality, all the members of the council are not elected at the same time; the effect of the by-law shall then be to put an end to that system from the next election."

6. The said act is amended by inserting, after section 380, the following section:

"380a. The council, of its own motion or at the request of at least twenty ratepayers, may submit to the municipal electors any question that may be the subject of a decision of the council.

The question shall be defined by resolution of the council and the vote of the electors shall be taken in number only.

The vote shall be taken in the manner provided in sections 399 to 410 the provisions of which shall apply *mutatis mutandis*.

The council may require from the applicants such sum as it may deem fair to meet the cost of taking the vote."

7. Section 404 of the said act, replaced by section 11 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 32, is amended by replacing the word "six" in the third line, by the word "seven".

8. Section 405a of the said act, enacted by section 12 of the act 2-3-Elizabeth II, chapter 32, is repealed.

9. Section 423 of the said act, replaced by section 3 of the act 8 George VI, chapter 39, and amended by section 3 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 41, and by section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 19, is again amended by adding, at the end of the second paragraph, the words "or the Minister has previously approved it".

10. Section 429 of the said act, amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52; section 7 of the act 11 George VI, chapter 59; section 5 of the act 13 George VI, chapter 60; section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 51; section 14 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter

chapitre 32, par l'article 11 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, et par les articles 23 et 30 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié

a) en ajoutant à la fin du paragraphe 27^b, édicté par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et remplacé par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, ce qui suit :

"pour déterminer les conditions d'obtention et de révocation du permis, pour prescrire l'usage de taximètres d'un modèle approuvé par le conseil, pour en ordonner l'inspection, pour fixer un tarif et imposer des peines aux personnes qui refusent de payer le prix indiqué par le taximètre;"

b) en remplaçant le paragraphe 27^d édicté par l'article 29 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, par le suivant :

"27^d Pour permettre, aux conditions qu'il détermine, ou pour faire l'aménagement et l'entretien de terrains destinés au stationnement des roulottes et, dans ce dernier cas, imposer le paiement d'un loyer; pour interdire le stationnement des roulottes dans les rues et places publiques et pour prohiber l'utilisation de roulottes ou autres véhicules comme habitation ou établissement commercial en dehors des terrains spécialement affectés à cette fin;"

11. Le paragraphe 12^o de l'article 469 de ladite loi est modifié en retranchant dans les sixième, septième et huitième lignes les mots " , et sans avoir payé pour tel permis un droit annuel n'excédant pas deux cents dollars".

12. L'article 473 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 11 George VI, chapitre 59, par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 29, par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 22 et par l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 41 est de nouveau modifié

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 8^o par le suivant :

"8^o Pour établir et maintenir, aux conditions édictées dans le règlement, un fonds de pension de retraite pour les officiers et employés de la municipalité; faire à cette fin, s'il y a lieu, toute entente avec une compagnie d'assurance sur la vie ou avec une compagnie de fiducie ou avec une corporation ou un gouvernement émettant des rentes viagères; accorder des subventions pour l'établissement et le maintien de ce fonds; déterminer l'âge maximum que devront avoir les officiers et employés permanents pour y être admis; retenir sur le salaire ou le traitement de ces officiers et employés leur part contributive au fonds de pension n'excédant pas cinq pour cent du salaire ou traitement; constituer une commission d'au plus cinq membres, choisis parmi les membres du conseil et les officiers ou employés municipaux, pour

32; section 11 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, and sections 23 and 30 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 76, is again amended

a. by adding at the end of paragraph 27^b, enacted by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, and replaced by section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 51, the following:

"; to determine the conditions for the issuance and cancellation of the licence, to prescribe the use of taximeters of a model approved by the council, to order the inspection thereof, to fix a tariff and impose penalties on persons who refuse to pay the charge indicated by the taximeter;"

b. by replacing paragraph 27^d, enacted by section 29 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 76, by the following:

"27^d. To permit, on such conditions as it may determine, or to prepare and maintain grounds set apart for the parking of trailers and, in the latter case, to require the payment of rent; to prohibit the parking of trailers in the streets and public places and forbid the use of trailers or other vehicles as dwellings or commercial establishments outside the grounds specially set apart for such purpose;"

11. Paragraph 12 of section 469 of the said act is amended by striking out, in the sixth, seventh and eighth lines, the words " , and without having paid for such license an amount of not more than two hundred dollars a year".

12. Section 473 of the said act, amended by section 8 of the act 11 George VI, chapter 59, by section 11 of the act 12 George VI, chapter 29, by section 6 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 22, and by section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 41, is again amended

a. by replacing the first paragraph of paragraph 8 by the following:

"8. To establish and maintain, upon conditions set forth in the by-law, a retirement pension fund for the officers and employees of the municipality; to make for such purpose, if there be need, any agreement with a life insurance company or trust company or with a corporation or government issuing life rents; to grant subsidies for the establishment and maintenance of such fund; to fix the maximum age which the permanent officers and employees must have to be admitted thereto; to retain on the salary or remuneration of such officers and employees their contributive share to the pension fund not exceeding five per cent of the salary or remuneration; to institute a commission of not more than five members, chosen from among the members of the council and the municipal officers or

administrer le fonds de pension et déterminer les règlements de régie interne de cette commission; faire assumer par la corporation les contributions requises pour permettre à ces officiers et employés de faire compter, pour les fins de pension, leurs années antérieures de service, et emprunter les sommes nécessaires à cette fin,";

b) en ajoutant à la fin du paragraphe 10°, tel que modifié par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 22, les mots "pour eux et pour leurs dépendants".

13. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 484 les paragraphe, sous-titre et articles suivants:

"§24a. — *Du bureau de revision*

"**484a.** Le conseil peut, par règlement approuvé par le ministre des affaires municipales, constituer un bureau de revision chargé d'exercer les pouvoirs visés par les articles 485, 495, 496, 497, 499 et 500.

"**484b.** Ce bureau de revision est composé de trois membres, dont un président, nommés par le conseil, chaque année aux mois de janvier ou de février; leur rémunération est fixée par le règlement.

Le greffier, le secrétaire-trésorier ou toute autre personne désignée par le conseil agit comme secrétaire du bureau de revision."

14. L'article 485 de ladite loi est modifié en insérant dans la cinquième ligne du deuxième alinéa après le mot "conseil", les mots "ou le bureau de revision,".

15. L'article 495 de ladite loi est modifié en insérant

a) après le mot "conseil" à la quatrième ligne les mots "ou au bureau de revision,";

b) après le mot "greffier" à la cinquième ligne les mots "ou au secrétaire du bureau de revision,".

16. L'article 496 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, le conseil, à sa première séance générale, ou le bureau de revision à une séance tenue à la date et à l'heure indiquées dans un avis public d'au moins cinq jours, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.";

b) en insérant après le mot "conseil" à la cinquième ligne du deuxième alinéa les mots "ou le bureau de revision".

employees, to administer the pension fund and make regulations for the internal government of such commission; to cause to be assumed by the corporation the contributions required to permit such officers and employees to include, for the purpose of the pension, their previous years of service, and to borrow sums necessary for such purpose,";

b. by adding, at the end of paragraph 10, as amended by section 6 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 22, the words "for them and their dependants".

13. The said act is amended by adding, after section 484, the following subdivision, subtitle and sections:

"§24a. — *Board of Revision*

"**484.** The council, by by-law approved by the Minister of Municipal Affairs, may establish a board of revision to exercise the powers mentioned in sections 485, 495, 496, 497, 499 and 500.

"**484b.** Such board of revision shall be composed of three members, one of whom shall be the chairman, appointed by the council each year in the month of January or February; their remuneration shall be fixed by the by-law.

The clerk, secretary-treasurer or any other person appointed by the council shall act as the secretary of the board of revision."

14. Section 485 of the said act is amended by inserting in the fifth line of the second paragraph, after the word "council", the words "or the board of revision".

15. Section 495 of the said act is amended by inserting

a. After the word "council" in the fifth line, the words "or board of revision";

b. after the word "clerk" in the sixth line, the words "or to the secretary of the board of revision".

16. Section 496 of the said act is amended

a. by replacing the first paragraph by the following:

"After the expiration of the thirty days mentioned in section 494 the council, at its first general sitting, or the board of revision at a meeting held on the day and at the time stated in a public notice of at least five days, shall take into consideration and decide all the complaints made under section 495.";

b. by inserting after the word "council" in the sixth line of the second paragraph, the words "or the board of revision".

17. L'article 497 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 60 et par l'article 8 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 19, est de nouveau modifié

a) en insérant après le premier alinéa, le suivant:

"S'il existe un bureau de revision, celui-ci procède dès sa première séance, qu'il ajourne autant de fois qu'il est nécessaire, à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.";

b) en remplaçant au début du deuxième alinéa le mot "Il" par les mots "Le conseil ou le bureau de revision";

c) en insérant au troisième alinéa après le mot "conseil" dans les première et huitième lignes, les mots "ou le bureau de revision,".

18. L'article 498 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"S'il existe un bureau de revision, ce dernier, après avoir jugé toutes les plaintes déposées, retourne le rôle d'évaluation au conseil qui doit l'homologuer."

19. L'article 499 de ladite loi est modifié:

a) en insérant après le mot "conseil" dans la troisième ligne du premier alinéa les mots "ou le bureau de revision,";

b) en remplaçant dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa les mots "lors de l'homologation" par les mots "ou, selon le cas, devant le bureau de revision".

20. L'article 500 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"S'il existe un bureau de revision, celui-ci juge à la place du conseil la plainte qui peut être faite par le propriétaire et cette décision du bureau de revision doit ensuite être homologuée par le conseil."

21. L'article 501 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "ou du conseil" par les mots "du conseil ou du bureau de revision,".

22. L'article 504 de ladite loi, modifié par l'article 52 de la loi 13 George VI, chapitre 59, est de nouveau modifié

a) en insérant après les mots "le conseil" dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1°, les mots "ou par le bureau de revision,";

b) en insérant après les mots "du conseil" dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2°, les mots "ou du bureau de revision,".

17. Section 497 of the said act, amended by section 6 of the act 13 George VI, chapter 60 and by section 8 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 19, is again amended

a. by inserting, after the first paragraph, the following paragraph:

"If there is a board of revision, it shall proceed at its first sitting, which it may adjourn as often as may be necessary, to revise the roll, whether it be complained of or not.";

b. by replacing, at the beginning of the second paragraph, the word "It" by the words "The council or the board of revision";

c. by inserting in the third paragraph, after the word "council" in the first and ninth lines, the words "or the board of revision".

18. Section 498 of the said act is amended by adding the following paragraph:

"If there is a board of revision it shall, after deciding all the complaints filed, return the valuation roll to the council which shall homologate the same."

19. Section 499 of the said act is amended:

a. by inserting, after the word "council" in the third line of the first paragraph, the words "or the board of revision";

b. by replacing, in the sixth and seventh lines of the second paragraph, the words "at the time of such homologation" by the words "or the board of revision, as the case may be".

20. Section 500 of the said act, replaced by section 5 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 41, is amended by adding the following paragraph:

"If there is a board of revision, it shall decide, instead of the council, any complaint that may be made by the proprietor and such decision of the board of revision shall then be homologated by the council."

21. Section 501 of the said act is amended by replacing, in the first and second lines, the words "or of the council" by the words ", council or board of revision".

22. Section 504 of the said act, amended by section 52 of the act 13 George VI, chapter 59, is again amended

a. by inserting, after the word "council" in the first line of paragraph 1, the words "or the board of revision";

b. by inserting, after the word "council" in the first line of paragraph 2, the words "or the board of revision".

23. L'article 510 de ladite loi est modifié en insérant dans la quatrième ligne après les mots "le conseil", les mots "ou le bureau de revision,".

24. L'article 526 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, le mot "deux" par le mot "trois".

25. L'article 526a de ladite loi, édicté par l'article 13 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, est modifié en remplaçant dans la troisième ligne du dernier alinéa le mot "deux" par le mot "cinq".

26. L'article 528 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "deux" par le mot "trois".

27. Les articles 581, 591, 593 et 601 de ladite loi sont modifiés en remplaçant, chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" par les mots "ministre des affaires municipales" et l'article 600 est modifié en retranchant dans les cinquième et sixième lignes les mots "pour qu'il les soumette au lieutenant-gouverneur en conseil".

28. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 604f édicté par l'article 40 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, le suivant:

"**604g.** Si la charte d'une cité ou d'une ville renferme des dispositions concernant un fonds de roulement, le conseil peut, par règlement approuvé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, abroger ces dispositions particulières et se prévaloir de celles des articles 604a à 604f."

29. Les lettres patentes, émises en vertu de l'article 2 de la Loi des cités et villes entre le 18 mars 1960 et le premier mai 1961, ne sont pas invalides du seul fait que la décision du conseil de modifier sa charte n'a pas été soumise à l'approbation des électeurs propriétaires.

30. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

23. Section 510 of the said act is amended by inserting in the fourth line, after the word "council", the words "or the board of revision".

24. Section 526 of the said act is amended by replacing, in the eleventh line, the word "two" by the word "three".

25. Section 526a of the said act, enacted by section 13 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 36, is amended by replacing, in the third line of the last paragraph, the word "two" by the word "five".

26. Section 528 of the said act is amended by replacing, in the sixth line, the word "two" by the word "three".

27. Sections 581, 591, 593 and 601 of the said act are amended by replacing, wherever they occur therein, the words "Lieutenant-Governor in Council" by the words "Minister of Municipal Affairs" and section 600 is amended by striking out in the fourth, fifth and sixth lines the words "in order that he may submit them to the Lieutenant-Governor in Council".

28. The said act is amended by adding, after section 604f, enacted by section 40 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 76, the following section:

"**604g.** If the charter of a city or town contains provisions respecting a working fund the council, by by-law approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, may repeal such specific provisions and avail itself of those of sections 604a to 604f."

29. The letters patent issued under section 2 of the Cities and Towns Act between the 18th of March 1960 and the 1st of May 1961 shall not be invalid for the sole reason that the decision of the council to amend its charter was not submitted for the approval of the elector-proprietors.

30. This act shall come into force on the day of its sanction.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 93

Loi relative aux licences de mariage

[Sanctionnée le 25 mai 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 7 de la Loi des licences de mariage (Statuts refondus 1941, chapitre 313) est remplacé par le suivant:

"7. Toute personne chargée de fournir ces licences reçoit pour chacune d'elles de la personne qui en fait la demande la somme de vingt dollars, sur laquelle elle retient, pour elle-même cinq dollars et elle remet le surplus au ministre des finances aux époques fixées par ce dernier."

2. La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1961.

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 93

An Act respecting marriage licenses

[Assented to, the 25th of May, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Marriage License Act (Revised Statutes 1941, chapter 313) is replaced by the following:

"7. Every person furnishing such licenses shall, for every license, receive from the person requiring the same the sum of twenty dollars, out of which sum he shall retain five dollars for himself, and he shall pay over the remainder to the Minister of Finance at such time as the latter shall fix."

2. This act shall come into force on the 1st of July 1961.

9-10 ELIZABETH II, CHAPITRE 95

Loi relative au nantissement agricole

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1979a du Code civil, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 69, et remplacé par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1979a. Tout agriculteur peut nantir, en garantie d'un prêt qu'il contracte pour un terme n'excédant pas dix ans, ses animaux de ferme, les produits de son exploitation, présents et à venir, ses instruments aratoires et sa machinerie agricole, tout en en conservant la garde. Il a alors, envers le créancier, les obligations d'un emprunteur des effets nantis, sans jamais avoir droit à des frais de garde ou de conservation."

2. L'article 1979b du Code civil, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 69, et remplacé par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 7, est de nouveau remplacé par le suivant:

9-10 ELIZABETH II, CHAPTER 95

An Act respecting the pledge of agricultural property

[Assented to, the 24th of March, 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Article 1979a of the Civil Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 69, and replaced by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 7, is again replaced by the following:

"1979a. Any farmer may pledge, as security for a loan which he contracts for a term not exceeding ten years, his livestock, his farm produce, present and future, and his farm implements and machinery, while retaining possession thereof. He shall then have, towards the creditor, the obligations of a borrower of the effects pledged, but shall never be entitled to the cost of preservation and care."

2. Article 1979b of the Civil Code, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 69, and replaced by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 7, is again replaced by the following:

"1979b. Ce nantissement doit être constaté par un écrit fait en quatre exemplaires, décrivant les effets nantis, ainsi que la ferme où ils se trouvent et signé devant deux témoins.

Cet écrit doit être enregistré par dépôt au bureau d'enregistrement de la division où se trouve la ferme.

Celle-ci doit être décrite par son numéro de cadastre, s'il existe, sans qu'il soit nécessaire de décrire davantage les parties de lot.

Mention de l'enregistrement doit être faite à l'index des immeubles.

La radiation en est faite selon l'article 2151."

3. Les dispositions de l'article 1979b du Code civil remplacé par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 7, continuent de régir la radiation d'un acte de nantissement enregistré entre le dix-huit mars 1960 et l'entrée en vigueur de la présente loi.

4. La présente loi entre en vigueur le 1er avril 1961.

"1979b. Such pledge must be evidenced by a writing drawn up in four copies describing the effects pledged and the farm where they are located and signed before two witnesses.

Such writing must be registered by deposit in the registry office of the division where the farm is located.

The farm shall be described by its cadastral number, if any, without its being necessary further to describe the portions of lots.

The registration shall be noted in the index of immovables.

The cancellation of the pledge is effected in accordance with article 2151."

3. The provisions of article 1979b of the Civil Code replaced by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 7, shall continue to govern the cancellation of a deed of pledge registered between the eighteenth of March 1960 and the coming into force of this act.

4. This act shall come into force on the 1st of April 1961.

Index de la Gazette officielle de Québec, Supplément No 24A

Index of the Quebec Official Gazette, Supplement No. 24A

CHAP.	TITRE	TITLE	PAGE
16	Loi pour remédier à la pollution des eaux.....	An Act to remedy the pollution of water.....	2837
19	Loi modifiant la Loi des vues animées.	An Act to amend the Moving Pictures Act.....	2841
37	Loi instituant les allocations scolaires.	An Act to institute schooling allowances.....	2842
41	Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu.....	An Act to amend the Provincial Income Tax Act.....	2845
42	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les corporations.....	An Act to amend the Corporation Tax Act.....	2848
43	Loi concernant la taxe sur la vente en détail.....	An Act respecting the retail sales tax.....	2851
44	Loi concernant la taxe sur les repas.	An Act respecting the tax on meals.	2852
55	Loi pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.....	An Act to facilitate the organization and improvement of farms.	2853
56	Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.....	An Act to amend the Act to improve housing conditions.....	2857
58	Loi modifiant la Loi des produits laitiers.....	An Act to amend the Dairy Products Act.....	2759
59	Loi sur les succédanés de produits laitiers.....	An Act respecting substitutes for dairy products.....	2860

CHAP.	TITRE	TITLE	PAGE
60	Loi modifiant la Loi des marchés agricoles du Québec.....	An Act to amend the Quebec Agricultural Marketing Act.....	2863
63	Loi concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile.	An Act respecting the penal responsibility of the automobile owner.....	2865
64	Loi modifiant le Code de la route...	An Act to amend the Highway Code.....	2866
73	Loi modifiant la Loi des relations ouvrières.....	An Act to amend the Labour Relations Act.....	2873
74	Loi concernant la convention collective dans l'industrie de la construction.....	An Act respecting collective agreements in the construction industry.....	2876
75	Loi modifiant la Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.....	An Act to amend the Act respecting municipal and school corporations and their employees..	2877
83	Loi concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie.....	An Act respecting assistance to industry by municipal corporations.....	2878
84	Loi modifiant la Loi des cités et villes.	An Act to amend the Cities and Towns Act.....	2879
93	Loi relative aux licences de mariage.	An Act respecting marriage licenses.....	2886
95	Loi relative au nantissement agricole.	An Act respecting the pledge of agricultural property.....	2886